

**N° 4581****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 1998-1999

**PROJET DE LOI**

- concernant la réorganisation du Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et
- modifiant la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines;
- modifiant certaines dispositions de la loi modifiée du 23 décembre 1909 portant création d'un registre de commerce et des sociétés;
- modifiant certaines dispositions du Code de commerce;
- modifiant certaines dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- modifiant certaines dispositions de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif;
- modifiant certaines dispositions de l'arrêté grand-ducal du 17 septembre 1945 portant révision du 24 mars 1900 sur l'organisation des associations agricoles;
- modifiant la loi modifiée du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique;
- modifiant la loi modifiée du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application du règlement CEE No 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE);
- modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

\* \* \*

*(Dépôt: le 21.5.1999)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (18.5.1999).....	2
2) Exposé des motifs.....	3
3) Texte du projet de loi.....	8
4) Commentaire des articles .....	31

\*

## ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

*Article unique.*— Notre Ministre de la Justice est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi

- concernant la réorganisation du Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et
- modifiant la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines;
- modifiant certaines dispositions de la loi modifiée du 23 décembre 1909 portant création d'un registre de commerce et des sociétés;
- modifiant certaines dispositions du Code de commerce;
- modifiant certaines dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- modifiant certaines dispositions de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif;
- modifiant certaines dispositions de l'arrêté grand-ducal du 17 septembre 1945 portant révision de la loi du 27 mars 1900 sur l'organisation des associations agricoles;
- modifiant la loi modifiée du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique;
- modifiant la loi modifiée du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application du règlement CEE No 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE);
- modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Palais de Luxembourg, le 18 mai 1999

*Le Ministre de la Justice,*

Luc FRIEDEN

*Pour le Grand-Duc:  
Son Lieutenant-Représentant*

HENRI

*Grand-Duc héritier*

## EXPOSE DES MOTIFS

### CONSIDERATIONS GENERALES

En regroupant dans le présent projet de loi une panoplie de mesures visant à réorganiser le fonctionnement du Registre du Commerce et des Sociétés, à créer une Centrale des Bilans, à instaurer le cadre pour une extension par étapes d'un Plan Comptable National harmonisé aux entreprises et à préciser les moyens d'action de l'autorité publique dans le domaine du droit d'établissement, le Gouvernement entend soumettre à la Chambre des Députés un ensemble équilibré de mesures visant à alléger certaines formalités administratives des entreprises au moment de leur création ou de la modification de leurs statuts, améliorer la qualité et l'actualité des informations légales sur les organes statutaires des entreprises, garantir des moyens de contrôle plus efficaces sur l'activité des acteurs économiques et finalement, créer la base légale indispensable à la constitution d'un système de gestion des données comptables des acteurs de la vie économique du pays.

L'action proposée du Gouvernement s'inscrit dans le cadre national du plan d'action en faveur de l'emploi de 1998, du chantier de la réforme administrative, du renforcement de la transparence de la vie économique et financière, de la prévention des faillites frauduleuses, de la promotion de l'usage des nouvelles techniques d'information et de télécommunication auprès des citoyens et des PME, de même que dans le contexte des initiatives communautaires et nationales visant à améliorer et à simplifier l'environnement des entreprises en phase de démarrage<sup>1</sup>.

Les trois piliers complémentaires de la réforme donnent lieu aux commentaires ci-après:

#### TITRE I.

##### De la réorganisation du Registre de Commerce et des Sociétés

Déjà au Moyen Age, les corporations tenaient à collecter des informations sur les membres de leur profession dans des registres publics spécifiques. L'objectif primaire consistait à éviter, surtout en temps de crise économique, toute insécurité juridique quant à la responsabilité du commerçant à l'égard de ses fournisseurs et clients. Au fil des siècles, la tenue des registres fut progressivement généralisée et le fonctionnement réglé au niveau national.

Au Luxembourg, la loi du 23 décembre 1909, ainsi qu'un arrêté grand-ducal du même jour, organisent la gestion du „Registre de Commerce et des Sociétés“ (ci-après R.C.S.). Ces dispositions ont été modifiées à plusieurs reprises et pour la dernière fois par une loi du 25 mars 1991. Les données collectées à l'heure actuelle sont de deux sortes.

- les données signalétiques et juridiques, telles que le nom, l'objet social, le capital social, la composition du conseil d'administration, le commissaire aux comptes, les pouvoirs de signature etc.,
- les données financières (comptes annuels).

Au cours de la dernière décennie, le nombre des sociétés inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés a augmenté de façon spectaculaire. Si au début des années 90, le nombre des inscriptions annuelles auprès du R.C.S. de Luxembourg s'élevait encore à 3.168 pour les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée seules, il s'élève pour l'année 1998 au chiffre record de 5.405 pour ces mêmes catégories de sociétés commerciales et l'année 1999 promet encore une augmentation du nombre des inscriptions. Or, il s'avère que les méthodes et outils de travail, les infrastructures, les effectifs et l'organisation du R.C.S. n'ont pas pu être adaptés au même rythme, de sorte que les délais de réponse et la qualité des données produites ne correspondent plus aux exigences d'une économie moderne en mutation permanente, des autorités publiques, de la justice et d'une place financière à vocation internationale qui se doit de disposer d'une „carte d'identité“ publique, complète, fiable et à jour, renseignant sur les structures et la situation financière des entreprises établies au Luxembourg.

Par analogie à la publicité foncière, la publicité des principaux documents juridiques et financiers d'une entreprise tend à créer un climat de confiance auprès des investisseurs, en garantissant l'identification correcte des parties, d'une part, et des informations fiables sur leur situation financière, d'autre part.

1. Voir notamment la recommandation de la Commission du 22 avril 1997 (JO L 145, p.29)

Il est partant dans l'intérêt public de veiller au respect de différents critères de fonctionnement essentiels du R.C.S., tels que l'exactitude, l'exhaustivité et l'actualisation des données, de même qu'à un accès convivial et décentralisé à la documentation sous forme papier ou électronique. Compte tenu de la dimension communautaire, voire mondiale, des transactions commerciales menées par les entreprises le législateur européen a arrêté dans ce domaine certaines prescriptions communes, dont à titre principal la première directive modifiée 68/151/CEE du 9 mars 1968 en droit des sociétés, „tendant à coordonner, pour les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les Etats membres, des sociétés au sens de l'article 58 deuxième alinéa du traité, pour protéger tant des associés que des tiers“.

Une première réforme de fond (loi du 26 avril 1987) a permis de fusionner le registre aux firmes et le registre de commerce. Compte tenu des efforts déployés par la plupart des Etats membres de l'Union Européenne dans le domaine de la modernisation du cadre juridique de la vie économique, le Gouvernement a fait effectuer en février 1995 une étude par des consultants indépendants (projet „INFO-GREFFE“) sur l'informatisation des activités du R.C.S. L'étude de l'existant et les travaux d'analyse, auxquels ont été associés des représentants du secteur privé, des chambres professionnelles et des administrations de l'Etat, ont donné lieu aux constats suivants:

*„Le fonctionnement actuel du Registre de Commerce au Luxembourg*

*Actuellement, le Registre de Commerce est rattaché aux greffes des tribunaux d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch.*

*Au Luxembourg, toute personne faisant commerce, toute société commerciale, tout groupement d'intérêt économique et tout groupement européen d'intérêt économique sont tenus de requérir leur immatriculation au Registre de Commerce. Toutes cession, modification, radiation, décision judiciaire sont à inscrire au Registre de Commerce. De plus, les sociétés sont tenues de déposer leurs comptes annuels.*

*Le Registre de Commerce ainsi que les pièces y déposées peuvent être consultés gratuitement. Toute personne peut également se faire délivrer une copie, à ses frais, et la faire certifier conforme.*

*La gestion actuelle du Registre de Commerce est réalisée en grande partie manuellement. Aucun véritable système d'information dédié pour la gestion et la diffusion des informations commerciales ne fonctionne aujourd'hui. Tous les traitements relatifs à l'inscription et la publication des informations sur les commerçants, sur les sociétés et les groupements économiques sont effectués manuellement.*

*Les insuffisances du système actuel*

*La situation actuelle du Registre de Commerce au Luxembourg présente quelques insuffisances significatives pour les demandeurs d'informations du secteur public et du secteur privé mais aussi pour les représentants des entreprises qui doivent déposer l'information.*

*Les principales insuffisances du système actuel sont:*

- *Le manque de normalisation des documents à déposer auprès du Registre de Commerce nuit à leur cohérence.*
- *L'absence d'un système d'information permettant la saisie, le stockage et la diffusion des informations au public engendre une mauvaise diffusion de l'information.*
- *L'absence d'un contrôle de cohérence structuré sur les comptes annuels déposés dessert la fiabilité des informations financières sur les entreprises.*
- *Le suivi quasi inexistant des dépôts des comptes annuels ne permet pas de contrôler le respect par les entreprises de leur obligation de dépôt. Un grand nombre de dossiers de sociétés sont aujourd'hui incomplets.*
- *Les démarches pour effectuer un dépôt au Registre de Commerce sont complexes. Certaines sociétés attendent plusieurs modifications avant de les faire enregistrer en une seule fois. Les dossiers ne sont donc pas correctement mis à jour.*
- *Les documents tels que les extraits coordonnés, mis à jour par un procédé de couper coller manuel, ont souvent un aspect déplorable, voir non présentable.*
- *Les délais d'obtention d'un extrait certifié conforme ou de toute autre copie d'un document déposé sont de l'ordre de trois semaines. Ces délais sont trop importants pour un grand nombre de demandeurs d'informations.*

- *L'absence d'une base de données informatique ne permet pas de diffuser les informations par voie de bande magnétique, CD-ROM, par voie télématique, etc. Ceci rend difficile et lourd tout retraitement de l'information.*

#### *Les besoins d'améliorations*

- *Le système doit permettre un accès ,on-line' convivial à une base de données des extraits actualisés du Registre de Commerce. Le contenu d'un extrait est défini par la loi. Il correspond aux informations commerciales de l'entreprise. Le contenu des extraits pourrait être complété par des informations telles que le numéro de TVA, l'autorisation de commerce.*
- *Le futur système doit donner accès aux comptes annuels des sociétés luxembourgeoises. Afin de permettre une exploitation fiable de ces comptes annuels, une standardisation du rapport annuel déposé devrait être réalisée.*
- *Il doit être possible de consulter l'historique des modifications apportées aux statuts d'une entreprise. A partir de cet historique, les statuts coordonnés d'une entreprise peuvent être reconstitués.*
- *Le système 'INFOGREFFE' doit pouvoir communiquer avec d'autres systèmes. Les demandeurs d'informations doivent être capables de retraiter les informations du Registre de Commerce sans devoir être ressaisies dans leurs systèmes informatiques respectifs.*
- *Au niveau de l'inscription au Registre de Commerce, les représentants des entreprises voudraient une procédure simplifiée, c'est-à-dire que l'inscription pourrait se faire en une seule fois: taxe d'inscription, droit d'enregistrement et dépôt seraient effectués à un seul endroit.*
- *Un dépôt au Registre de Commerce doit se faire de manière standard pour toutes les entreprises. A cet effet, des formulaires d'inscription seraient mis à la disposition des représentants des entreprises sous forme papier ou sur disquette. Il y aurait des formulaires pour l'immatriculation, les modifications des données liées aux formulaires d'immatriculation, des schémas complets ou abrégés pour le rapport annuel."*

Compte tenu du fait que la publicité légale des principaux documents juridiques et financiers d'une entreprise est une fonction d'ordre public qui se doit d'être assumée par l'Etat, le Conseil de Gouvernement a pris en 1997 la décision d'aller au-delà d'une seule modernisation du cadre de travail du R.C.S., et a approuvé un projet de refonte globale de l'organisation du R.C.S. avec, comme corollaire, un regroupement des compétences à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, en vue de pouvoir garantir une rationalisation optimale des procédures de dépôt des pièces et de paiement des taxes.

En effet, l'administration susvisée intervient déjà actuellement à trois reprises dans ce processus, en l'occurrence.

- lors de l'enregistrement des actes de sociétés avec perception des droits y afférents;
- lors de l'enregistrement des réquisitions destinées à être déposées ainsi que de l'enregistrement des actes destinés à être publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations;
- lors du recouvrement des frais de publication dans ce même Mémorial C.

Une fois le transfert du R.C.S. réalisé, les opérations ci-dessus s'effectueraient en une seule procédure auprès du même guichet de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. L'administration sera autorisée à exercer des moyens de contrainte (amende administrative) en cas de non-respect des obligations de dépôt visées par la loi.

En outre est-il prévu de réaliser la modernisation du R.C.S. via le développement d'une application informatique par le Centre Informatique de l'Etat et de renforcer la coopération avec les Chambres professionnelles. L'établissement du système de gestion informatique permettra de fusionner les deux registres existant actuellement (Luxembourg et Diekirch) en un seul registre unique situé à Luxembourg (un guichet étant cependant maintenu à Diekirch, guichet auprès duquel les formalités de dépôt peuvent être effectuées). L'accès aux informations pourra se faire, soit par consultation des dossiers sur place, soit par le biais d'un accès électronique aux bases de données à partir du moment où le système informatique sera finalisé. La saisie des données relatives à l'immatriculation de l'assujéti à la TVA, à l'émission éventuelle d'une autorisation de commerce et à l'attribution du Code NACE se fera d'office par les administrations compétentes.

L'informatisation permettra, d'une part, d'actualiser rapidement les données juridiques sur les commerçants et les sociétés commerciales en se basant sur l'introduction d'un formulaire unique concer-

nant les inscriptions et les modifications à effectuer au R.C.S. Par voie de conséquence, les délais de réponse concernant les extraits certifiés conformes du R.C.S. pourront être sensiblement réduits. D'autre part, elle mettra le service du R.C.S. en mesure de participer au projet communautaire, dénommé „European Business Register“, dont l'objectif est de constituer progressivement un système informatisé européen de diffusion des informations disponibles sur les activités des entreprises dans chaque Etat membre de l'Union Européenne. Pour le moment, dix Etats membres de l'Union Européenne ainsi que la Norvège participent à ce projet.

La réalisation des mesures ciblées proposées ci-dessus permettra de garantir les conditions matérielles indispensables en vue de pouvoir franchir dans le cadre d'une future législation, envisageable après une période de plusieurs années nécessaires à la mise en place du système informatique par le C.I.E. et à la saisie et vérification du volume important des données existant sous forme papier, la dernière étape vers l'objectif final, à savoir la création d'un véritable Guichet Unique (ou „Centre de formalités“) effectuant, en collaboration avec les Chambres professionnelles, toutes les immatriculations requises au moment de la création d'une entreprise nouvelle (autorisation d'établissement, RCS, TVA, Contributions directes, Sécurité sociale, STATEC ...).

Les dispositions d'exécution relatives à l'organisation du R.C.S. et à la tarification font l'objet d'un projet de règlement grand-ducal présenté ensemble avec le projet de loi.

## TITRE II.

### De la comptabilité et des comptes annuels des entreprises

Le titre II du projet de loi vise à la mise en place de ce qu'on appelle communément une „centrale des bilans“. L'objet d'une telle centrale des bilans est de centraliser les informations de nature comptable des personnes physiques et morales obligées de tenir une comptabilité régulière et de mettre celle-ci en tout ou en partie à la disposition du public et des administrations.

La mise en place d'une telle centrale des bilans implique un certain nombre de modifications des dispositions législatives existantes en matière de comptabilité. Ces modifications sont regroupées dans cinq chapitres différents.

#### 1. Le premier chapitre regroupe les dispositions de caractère général qui se retrouvent dans le code de commerce.

La principale nouveauté est que les entreprises soumises à l'obligation de tenir une comptabilité régulière doivent désormais suivre un plan comptable minimum normalisé. Une centrale des bilans ne peut en effet avoir d'utilité et ne peut fonctionner que pour autant que les données collectées soient présentées d'une manière uniforme de façon à permettre une comparaison des données recueillies. A l'heure actuelle, aucune société et aucun commerçant personne physique n'est obligé de suivre un schéma prédéterminé pour la comptabilisation, la seule obligation à charge des sociétés de capitaux étant de préparer leurs comptes annuels (c'est-à-dire le bilan, le compte de profits et pertes et l'annexe) sur base de l'un des schémas détaillés par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. Les schémas prévus par la loi du 10 août 1915 constituent le minimum requis pour la présentation des comptes annuels mais en général, ils ne sont pas suffisants pour permettre une analyse plus affinée de la situation économique des entreprises concernées, d'où l'utilité de prévoir un plan comptable normalisé, à l'instar de ce qui existe déjà dans les législations française et belge. Un tel plan permettra d'assurer que les différents postes d'une entreprise sont comptabilisés d'une manière uniforme et garantit l'homogénéité de la présentation des comptes annuels déposés. Un tel plan est en outre la condition *sine qua non* de la constitution d'une banque de données informatisée qui pourrait trouver également son utilité dans le contexte de la mise en place de clignotants d'alarme permettant d'intervenir à un stade précoce pour éviter une faillite des sociétés commerciales ou des personnes exerçant un commerce à titre individuel (protection du commerçant et des intérêts des créanciers).

L'Administration des Contributions Directes, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et le Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques (STATEC) ont établi en collaboration avec les représentants de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises (IRE), de l'Ordre des experts-comptables et de la Chambre de commerce un projet de plan comptable basé – sous réserve de certaines adaptations aux spécificités de la législation fiscale et sociale luxembourgeoise – essentiellement sur le plan comptable français déjà utilisé dans l'enseignement de la comptabilité au

Luxembourg et par un certain nombre d'acteurs économiques (comptables, experts-comptables, entreprises ...) dont le contenu sera repris dans un projet de règlement grand-ducal afin de permettre toute adaptation avec un maximum de flexibilité.

Dans la mesure, où les entreprises visées sont de petite dimension elles seront dispensées de devoir respecter le plan comptable minimum.

2. Le chapitre II arrête les dispositions portant les comptes annuels. Il s'agit principalement des dispositions de la section XIII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales qui ont été retirées de la loi de 1915 et insérées dans le présent projet de loi étant donné qu'elles s'appliquent non seulement aux sociétés de capitaux mais également aux autres sociétés et aux commerçants, personnes physiques.

Quant au fond, les dispositions n'ont fait l'objet que de légères adaptations rendues nécessaires par le changement de numérotation des articles et la modification du champ d'application de ces dispositions.

La principale nouveauté consiste dans le fait que le texte prévoit qu'un règlement grand-ducal pourra donner le pouvoir au ministre de la justice d'accorder des dérogations à titre individuel. Ces dérogations visent principalement des entreprises de grande envergure cotées sur des marchés boursiers étrangers. Ces entreprises sont souvent obligées pour les besoins de leur cotation d'établir des comptes et comptes consolidés suivant des normes comptables différentes de celles habituellement pratiquées au Luxembourg, ce qui conduit à une duplication du travail pour les entreprises concernées et à une charge financière supplémentaire accrue. Il convient de relever que ces dernières années un travail considérable a été réalisé par l'International Accounting Standards Committee (IASC), un organisme regroupant les associations de professionnels de la comptabilité et de la révision, pour déterminer en collaboration avec l'Organisation Internationale des Commissions de Valeurs mobilières (OICV, en anglais IOSCO) un ensemble complet de normes comptables qui seraient acceptées par les différentes places boursières de façon à éviter que les entreprises cotées sur différentes places aient à préparer des comptes suivant des normes comptables différentes pour chacune des places concernées. Etant donné que le nombre d'entreprises intéressées par une telle facilité est en principe relativement limité au Luxembourg, il a été considéré qu'il serait plus simple de procéder par voie de dérogations individuelles plutôt que par voie d'une législation de caractère général. La même voie a d'ailleurs été choisie par la Belgique à ce sujet, la Commission des Normes Comptables belge ayant publié un bulletin dans lequel sont précisés les critères suivant lesquels les demandes d'autorisation pour l'utilisation de normes comptables internationales ou de normes nationales étrangères seraient acceptées. Il va sans dire, que les entreprises soumises aux dispositions de la 4<sup>e</sup> directive et de la 7<sup>e</sup> directive en matière comptable, doivent en tout état de cause continuer à présenter des comptes respectant les dispositions de ces directives. Il faut cependant préciser que la Commission européenne a procédé avec l'aide du Comité de Contact en Matière de Directive Comptable à l'examen de la compatibilité des normes IAS avec les directives, examen qui a permis de constater que les normes IAS étaient compatibles avec les directives dans de nombreux domaines. Il reste que sur l'un des points principaux une différence fondamentale existe en ce que les normes IAS privilégient une évaluation à la valeur de marché, notamment pour les instruments financiers, alors que la 4<sup>e</sup> directive privilégie toujours une approche d'évaluation sur base des coûts historiques en conformité avec le principe de prudence. Une proposition de modification de la 4<sup>e</sup> directive est actuellement à l'étude pour permettre un recours plus important à l'évaluation à la valeur de marché.

3. Le chapitre III prévoit la création d'une commission au sein du ministère de la justice, à l'image de la commission des normes comptables instituée en Belgique, qui aura pour mission de conseiller le Gouvernement, de développer la doctrine comptable et de formuler les principes d'une comptabilité régulière par la voie d'avis ou de recommandations. Son objet sera également de suivre les développements en matière comptable en matière nationale et internationale. La Commission sera notamment amenée à faire des propositions en matière de changements à apporter au schéma des comptes annuels et au plan comptable minimum normalisé lorsqu'ils s'avèrent nécessaires, à donner des avis sur la manière de comptabiliser certains éléments particuliers et à donner au ministre de la justice son avis quant à d'éventuelles dérogations qui seraient octroyées sur base de l'article 14 de la présente loi.
4. Le chapitre IV constitue le point central du projet de centrale des bilans. Il prévoit pour toutes les entreprises une obligation de dépôt des comptes annuels et de la comptabilité établie sur base du plan comptable. Le dépôt s'effectuera pour des raisons de simplicité pour les entreprises auprès du registre

de commerce et des sociétés, bien que ce soit une autre administration, à savoir le STATEC, qui assume les charges de centrale des bilans.

Le régime de publicité restera par contre inchangé, seuls les comptes des entreprises dont les comptes étaient jusqu'à présent accessibles au public resteront soumis à une formalité de publicité. Les moyens d'accès du public à ces informations seront par contre largement améliorés grâce à l'informatisation des données recueillies.

Les administrations et les établissements publics auront dans le cadre de leurs attributions un accès à toutes les données déposées. De fait, dans la mesure où les administrations et les établissements publics requéraient jusqu'à présent ces informations directement des administrés, elles seront dès l'entrée en vigueur de la présente loi obligées de d'abord consulter les informations recueillies par la centrale des bilans. Ce n'est que dans l'hypothèse où des informations plus détaillées seraient requises ou dans le cas où une entreprise n'aurait pas rempli son obligation de dépôt que les administrations seraient en droit de s'adresser directement aux entreprises concernées. Il résulte de cette disposition une simplification des charges pesant sur les entreprises qui compense l'obligation nouvelle pour certaines entreprises de respecter un plan comptable et un schéma de comptes annuels prédéterminés.

5. Le chapitre V prévoit des mesures diverses visant notamment à corriger certains renvois opérés dans des textes de loi existants.

Quant au calendrier, il est souhaitable que les nouvelles dispositions soient introduites aussi vite que possible, tout en prévoyant un délai supplémentaire pendant lequel le recours au plan comptable n'est pas obligatoire pour les entreprises qui n'étaient pas soumises jusqu'à présent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 en matière de comptes sociaux afin de permettre aux différents acteurs économiques concernés de s'adapter.

### TITRE III.

#### De l'autorisation d'établissement

Les mesures proposées ci-avant (refonte du R.C.S., création d'une centrale des bilans et mise en place d'un plan comptable minimum normalisé) visent à augmenter la transparence des activités commerciales effectuées à partir du Luxembourg et à améliorer la surveillance des opérateurs économiques, dont un nombre limité nuit aux intérêts fondamentaux des créanciers, en général, et du Trésor, en particulier, en omettant systématiquement d'acquitter les dettes dont, soit ils sont les débiteurs personnels, soit les sociétés dont ils exercent (ou ont exercé) une fonction dirigeante. Compte tenu de la distorsion de concurrence dont souffrent, par rapport à ces opérateurs malhonnêtes, les entreprises qui s'acquittent régulièrement de leurs obligations fiscales et sociales et des dommages en résultant pour toute la collectivité publique, il est proposé de préciser, dans le cadre de la lutte contre les faillites frauduleuses, les moyens permettant au ministre des classes moyennes de refuser, voire de retirer, l'autorisation d'établissement à ces „commerçants“.

\*

### TEXTE DU PROJET DE LOI

#### TITRE I.

#### De la réorganisation du Registre de Commerce et des Sociétés

**Art. 1er.**– Les registres de commerce et des sociétés ainsi que les dossiers déposés auprès des préposés des registres de commerce et des sociétés de Luxembourg et de Diekirch sont transférés à l'administration de l'enregistrement et des domaines.

**Art. 2.**– Les fonctionnaires et employés affectés aux registres de commerce et des sociétés de Luxembourg et de Diekirch sont transférés moyennant changement d'administration, conformément à l'article 6 alinéa 4, de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, et avec réduction parallèle de l'effectif légal de l'administration judiciaire, vers l'administration de l'enregistrement et des domaines.



**Art. 3.**– Le texte de la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'administration de l'enregistrement et des domaines est modifié comme suit:

A l'article 1er (2) il est ajouté un point 5 dont la teneur est la suivante:

„5. de la gestion du registre de commerce et des sociétés.“

**Art. 4.**– Le texte de la loi modifiée du 23 décembre 1909 portant création d'un registre de commerce et des sociétés est modifié comme suit:

1. A l'article 1er, les alinéas 1 et 3 sont modifiés comme suit:

„Il est tenu auprès de l'administration de l'enregistrement et des domaines un registre de commerce et des sociétés, dans lequel devront être portées les inscriptions prescrites par la loi.“

„Le registre de commerce et des sociétés est public.“

2. L'article 2, paragraphes (2) et (3) est modifié comme suit:

„(2) Les actes de la procédure déclarée non recevable en vertu du paragraphe (1) qui précède interrompent la prescription ainsi que les délais de procédure impartis à peine de déchéance.

(3) Tout ajournement signifié à la requête d'un commerçant ou d'une société de commerce lorsque l'action trouve sa cause dans un acte de commerce fera mention du numéro sous lequel le requérant est inscrit au registre de commerce et des sociétés.“

3. A l'article 3, les alinéas 1 et 2 sont remplacés par le texte suivant:

„Tout particulier faisant le commerce est tenu de requérir son immatriculation. Celle-ci indique:

1° le nom;

2° les prénoms;

3° l'enseigne commerciale et, le cas échéant, l'abréviation utilisée;

4° l'adresse précise de l'établissement principal où s'exerce l'activité commerciale et le cas échéant de ou des établissements secondaires;

5° l'objet du commerce;

6° la date de création du commerce;

7° les noms, prénoms et attributions des gérants et fondés de pouvoir général;

8° l'état civil comprenant la date de naissance, l'adresse privée précise, la nationalité, l'état civil proprement dit et, le cas échéant, le nom et les prénoms du conjoint;

9° le numéro de l'autorisation d'établissement délivrée conformément à la loi du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales telle qu'elle a été modifiée;

10° les pièces présentées à l'appui de la réquisition d'immatriculation.

Toute société commerciale est tenue de requérir son immatriculation. Celle-ci indique:

1° la dénomination sociale ou la raison sociale et, le cas échéant, l'abréviation utilisée;

2° la forme juridique;

3° l'adresse précise du siège social et

– le cas échéant l'adresse précise de la ou des succursales;

– en cas de succursale d'une société étrangère: le pays où la maison mère a son siège social, le numéro d'immatriculation au registre de commerce de la maison mère si le droit de l'Etat dont la société relève prévoit un tel numéro, ainsi que la dénomination et l'adresse précise du siège social de la maison mère;

4° l'objet social;

5° le montant du capital social;

6° éventuellement les noms des associés, le cas échéant leur adresse précise et le nombre de parts sociales détenues par chacun;

7° les noms, prénoms ou le cas échéant la dénomination sociale, la fonction, la profession et l'adresse précise des personnes autorisées à gérer, administrer et signer pour la société, le

régime de signature ainsi que les noms et prénoms des personnes spécialement désignées à l'effet de la représenter en justice;

s'il s'agit de personnes morales, le numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés devra être indiqué si le droit de l'Etat dont la société relève prévoit un tel numéro;

8° les noms, prénoms ou le cas échéant la dénomination sociale, la profession et l'adresse précise du commissaire aux comptes, du réviseur d'entreprises ou du liquidateur;

s'il s'agit de personnes morales le numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés devra être indiqué si le droit de l'Etat dont la société relève prévoit un tel numéro;

9° les noms, prénoms et la fonction des personnes ayant des pouvoirs de signature spécifiques ainsi que la description de ces pouvoirs de signature;

10° la date de constitution de la société ainsi que sa durée;

11° pour les sociétés résultant d'une fusion ou d'une scission: la raison sociale ou la dénomination sociale, la forme juridique, l'adresse précise du siège social et le numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés de toutes les sociétés y ayant participé.

Dans tous les cas où l'inscription d'une personne physique est requise, le numéro d'identité tel qu'il est prévu par la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales devra être indiqué ou, à défaut, la date de naissance. Ces informations sont classées dans un dossier à part, non accessible au public.

Les notifications par l'Etat, les établissements publics et les communes, sont valablement faites à l'adresse indiquée au registre de commerce et des sociétés.

Le ministre des classes moyennes requiert l'inscription du numéro de l'autorisation d'établissement délivrée à toute société commerciale conformément à la loi du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales telle qu'elle a été modifiée.

L'administration de l'enregistrement et des domaines requiert l'inscription du numéro d'immatriculation à la taxe sur la valeur ajoutée attribué à un particulier faisant le commerce ou à une société commerciale.

Le service central de la statistique et des études économiques requiert l'inscription du code NACE attribué à un particulier faisant le commerce ou à une société commerciale."

4. L'article 4 est remplacé par le texte suivant:

„L'inscription de la succursale ne peut être opérée qu'après l'inscription du principal établissement."

5. A l'article 5 il est ajouté un point 9) dont la teneur est la suivante:

„9) les décisions judiciaires prononçant une interdiction conformément à l'article 444-1 du Code de commerce."

6. A l'article 6, il est ajouté un nouvel alinéa à la suite de l'alinéa 2 dont la teneur est la suivante:

„La chambre de commerce et la chambre des métiers peuvent requérir les inscriptions des particuliers faisant le commerce, des sociétés commerciales, des groupements d'intérêt économique ou des groupements européens d'intérêt économique à la demande de ceux-ci. Elles peuvent porter à la connaissance du préposé les contraventions qui parviennent à leur connaissance et lui fournir tous renseignements nécessaires pour la tenue régulière du registre de commerce et des sociétés."

7. A l'article 6, nouvel alinéa 4 le mot „greffe" est remplacé par les mots „auprès du préposé du registre de commerce et des sociétés".

8. A l'article 7, le point b) est modifié comme suit:

„b) des greffiers respectifs dans les cas prévus sous 2) à 9)."

9. A l'article 111, le mot „greffe" est remplacé par „au préposé du registre de commerce et des sociétés".

10. A l'article 15, il est ajouté un nouvel alinéa dont la teneur est la suivante:

„Les inscriptions ci-dessus doivent en outre comporter les mots „Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg" ou les initiales „R.C. Luxembourg" suivis du numéro d'immatriculation."

11. L'article 16, alinéas 2 et 3 est remplacé par le texte suivant:

„Les infractions à la présente loi peuvent être réprimées par une amende de deux mille à cent mille francs par infraction. L'amende est prononcée par le directeur de l'administration ou par son délégué. Elle est payable dans le mois de la notification de la décision écrite, nonobstant l'exercice d'une voie de recours. Le directeur ou son délégué pourront en outre ordonner l'insertion aux registres, aux frais du contrevenant, des inscriptions, radiations ou modifications sujettes à cette formalité.

Un recours est ouvert aux intéressés, dans les trois mois de la notification, contre les décisions du directeur de l'administration ou de son délégué devant les tribunaux d'arrondissement en conformité de la loi du 4 mars 1896 concernant la procédure en matière fiscale et domaniale.“

12. L'article 17 est remplacé par le texte suivant:

„L'organisation, la tenue et le contrôle du registre de commerce et des sociétés, la procédure à suivre en matière d'inscription, les modalités et conditions d'accès, les taxes à payer, les voies de recours ainsi que l'organisation du Mémorial C – Recueil des Sociétés et Associations, font l'objet d'un règlement grand-ducal.

L'exemption de la formalité des droits de timbre et d'enregistrement peut être accordée par le règlement susdit.“

**Art. 5.–** Le texte de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales est modifié comme suit:

1. L'article 9 est modifié de la manière suivante:

A l'article 9, paragraphe 2, les mots „droits de greffe“ sont remplacés par les mots „frais administratifs tels que fixés par règlement grand-ducal“.

A l'article 9, paragraphe 3, alinéa 1, les mots „aux greffes des cours et tribunaux où“ sont remplacés par les mots „au registre de commerce et des sociétés auprès duquel“.

A l'article 9, paragraphe 3, alinéa 2, les mots „dans le mois“ sont remplacés par les mots „dans les deux mois“.

A l'article 9, paragraphe 3, alinéa 3, les mots „au greffe“ sont remplacés par les mots „auprès du préposé du registre de commerce et des sociétés“.

2. Le point 4) de l'article 76 est remplacé par le texte suivant:

„4) les mots „Registre de Commerce et des Sociétés“ ou les initiales „R.C. Luxembourg“ suivis du numéro d'immatriculation.“

3. Le point 4) de l'article 105 est remplacé par le texte suivant:

„4) les mots „Registre de Commerce et des Sociétés“ ou les initiales „R.C. Luxembourg“ suivis du numéro d'immatriculation.“

4. L'article 132 est remplacé par le texte suivant:

„Le bilan et le compte des profits et pertes seront déposés, dans la quinzaine après leur approbation, auprès du préposé du registre de commerce et des sociétés.“

5. A l'article 133 les mots „au même greffe“ sont remplacés par les mots „auprès du préposé du registre de commerce et des sociétés“.

6. A l'article 134, alinéa 1 les mots „au greffe du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale“ sont remplacés par les mots „auprès du préposé du registre de commerce et des sociétés“ et à l'article 134, alinéa 2 les mots „greffiers“ et „greffe“ sont remplacés par les mots „préposés auprès du registre de commerce et des sociétés“.

7. A l'article 135 les mots „frais de greffe“ sont remplacés par les mots „frais administratifs“.

8. L'article 160-4 est remplacé par le texte suivant:

„Lorsque au Grand-Duché de Luxembourg, il existe plusieurs succursales créées par une même société, la publicité visée à l'article 160-3 peut être faite dans le dossier d'une de ces succursales selon le choix de la société.

Dans ce cas, l'obligation de publicité des autres succursales porte sur l'indication du numéro d'immatriculation de cette succursale sur le registre.“

9. Le point 4) de l'article 187 est remplacé par le texte suivant:

„4) les mots „Registre de Commerce et des Sociétés“ ou les initiales „R.C. Luxembourg“ suivis du numéro d'immatriculation.“

**Art. 6.–** Le texte de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif est modifié comme suit:

1. A l'article 10, les mots „au greffe du tribunal civil du siège de l'association“ sont remplacés par les mots „auprès du préposé du registre de commerce et des sociétés“.
2. A l'article 16, alinéa 3 les mots „au greffe du tribunal civil “ sont remplacés par les mots „ auprès du préposé du registre de commerce et des sociétés“.

**Art. 7.–** Le point d) de l'article 9 (1) de la loi modifiée du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique est remplacé par le texte suivant:

„d) les mots „Registre de Commerce et des Sociétés“ ou les initiales „R.C. Luxembourg“ suivis du numéro d'immatriculation.“

**Art. 8.–** L'article 3 de la loi du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application du règlement CEE N° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE) est remplacé par le texte suivant:

„L'immatriculation du groupement ou de tout établissement d'un groupement dont le siège est situé dans un autre Etat membre est faite au registre de commerce et des sociétés.“

**Art. 9.–** Le texte de l'arrêté grand-ducal du 17 septembre 1945 portant révision de la loi du 27 mars 1900 sur l'organisation des associations agricoles est modifié comme suit:

1. A l'article 3, alinéa 2, les mots „au secrétariat de la commune“ et „Mémorial“ sont remplacés respectivement par les mots „auprès du préposé du registre de commerce et des sociétés“ et „Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations“.
2. A l'article 15, alinéa 3, les mots „au secrétariat de la commune du siège de l'association“ sont remplacés par les mots „auprès du préposé du registre de commerce et des sociétés“.
3. L'alinéa 4 de l'article 17 est remplacé par le texte suivant:

„La mise en liquidation et la clôture de la liquidation sont déposés auprès du préposé du registre de commerce et des sociétés. Mention de l'une et de l'autre est faite au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.“

#### **Art. 10.– Dispositions transitoires**

(1) Les commerçants, les sociétés commerciales, les groupements d'intérêt économique et les groupements européens d'intérêt économique inscrits à la date d'entrée en vigueur de la présente loi auprès du registre de commerce et des sociétés de Diekirch se verront attribuer un nouveau numéro d'immatriculation. Ils pourront encore utiliser leur ancien numéro d'immatriculation pendant un délai de douze mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Le choix d'utiliser le nouveau numéro d'immatriculation avant l'expiration de ce délai est irréversible.

(2) Les pièces déposées par les associations agricoles au secrétariat des communes où se trouve établi leur siège social en application de l'arrêté grand-ducal du 17 septembre 1945 portant révision de la loi du 27 mars 1900 sur l'organisation des associations agricoles seront transférées par les communes auprès du registre de commerce et des sociétés dans un délai de 6 mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

## **TITRE II.**

### **De la comptabilité et des comptes annuels des entreprises**

#### **Chapitre I – De l'obligation de tenir une comptabilité, de préparer des comptes annuels et de déposer ceux-ci**

**Art. 11.–** Le titre II.–*Des livres de commerce* du Livre Ier du code de commerce est modifié comme suit:

„**Art. 8.–** Pour l'application du présent titre, il faut entendre par „entreprises“:

- 1° les personnes physiques ayant la qualité de commerçant;

- 2° les sociétés commerciales ou à forme commerciale, les groupements européens d'intérêt économique et les groupements d'intérêt économique;
- 3° les organismes, non visés aux points 1° et 2°, dotés ou non d'une personnalité juridique propre, qui exercent avec ou sans but de lucre une activité à caractère commercial, financier ou industriel, auxquels les dispositions du présent chapitre sont, par catégories d'organismes, rendues applicables par règlement grand-ducal.

Les personnes physiques qui n'ont pas leur domicile au Luxembourg, les entreprises de droit étranger visées aux points 2° et 3° de l'alinéa 1er ainsi que les groupements européens d'intérêts économiques ayant leur siège à l'étranger, ne sont soumis aux dispositions du présent chapitre qu'en ce qui concerne les succursales et sièges d'opérations qu'ils ont établis au Luxembourg. L'ensemble de leurs succursales et sièges d'opérations dans le pays est considéré comme une entreprise. Les livres, comptes et pièces justificatives relatifs à ces sièges et succursales sont conservés au Luxembourg.

Les règlements grand-ducaux qui rendent les dispositions du présent chapitre applicables à des entreprises visées au point 3° de l'alinéa 1er, adaptent les obligations résultant, pour les entreprises concernées, des dispositions des règlements pris en exécution du présent titre, à ce que requière la nature particulière des activités et le statut légal des entreprises en cause.

**Art. 9.**– Toute entreprise doit tenir une comptabilité appropriée à la nature et à l'étendue de ses activités en se conformant aux dispositions légales particulières qui les concernent.

**Art. 10.**– La comptabilité des personnes morales doit couvrir l'ensemble de leurs opérations, de leurs avoirs et droits de toute nature, de leurs dettes, obligations et engagements de toute nature. La comptabilité des commerçants, personnes physiques, doit couvrir ces mêmes éléments lorsque ceux-ci relèvent de leur activité commerciale; elle mentionne de manière distincte les moyens propres affectés à cette activité commerciale.

**Art. 11.**– Toute comptabilité est tenue selon un système de livres et de comptes conformément aux règles usuelles de la comptabilité en partie double.

Toutes les opérations sont inscrites sans retard, de manière fidèle et complète et par ordre de dates, soit dans un livre journal unique, soit dans un système de journaux spécialisés. Dans ce dernier cas, toutes les données inscrites dans les journaux spécialisés sont introduites, avec indication des différents comptes mis en mouvement, par voie de centralisation dans un livre centralisateur unique.

**Art. 12.**– Les comptes ouverts sont définis dans un plan comptable approprié à l'activité de l'entreprise. Ce plan comptable est tenu en permanence au siège de l'entreprise à la disposition de ceux qui sont concernés par lui.

La teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé seront déterminées par un règlement grand-ducal qui définit le contenu et le mode de fonctionnement des comptes repris au plan comptable minimum normalisé.

**Art. 13.**– Les personnes physiques ayant la qualité de commerçant et les sociétés en nom collectif ou en commandite simple dont le chiffre d'affaires du dernier exercice, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée n'excède pas 100.000 euros, ont la faculté de ne pas tenir leur comptabilité suivant les prescriptions de l'article 12.

Le montant visé à l'alinéa 1er pourra être modifié par règlement grand-ducal.

Lorsque l'exercice a une durée inférieure ou supérieure à 12 mois, le montant visé à l'alinéa 1er est multiplié par une fraction dont le dénominateur est 12 et le numérateur le nombre de mois compris dans l'exercice considéré, tout mois commencé étant compté pour un mois complet.

Les personnes physiques ayant la qualité de commerçant et les sociétés en nom collectif ou en commandite simple, qui commencent leur activité, ont la faculté de ne pas tenir leur comptabilité suivant les prescriptions de l'article 12, pour autant qu'il résulte de prévisions faites de bonne foi que le chiffre d'affaires, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée, qui sera réalisé au terme du premier exercice n'excédera pas le montant visé à l'alinéa 1er, calculé le cas échéant conformément à l'alinéa précédent.

L'article 12 n'est pas applicable aux établissements de crédit, aux sociétés d'assurance et aux sociétés de participation financière.

**Art. 14.**– Les pièces justificatives, les lettres reçues et les copies des lettres envoyées doivent être conservées par ordre de date, selon un classement méthodique.

**Art. 15.**– Toute entreprise doit, en outre, établir une fois l'an un inventaire complet de ses avoirs et droits de toute nature et de ses dettes, obligations et engagements de toute nature.

Les comptes sont, après mise en concordance avec les données de l'inventaire, synthétisés dans un état descriptif constituant les comptes annuels.

**Art. 16.**– A l'exception du bilan et du compte de profits et pertes, les documents ou informations visés aux articles 11, 12, 14 et 15 peuvent être conservés sous forme de copie. Ces copies ont la même valeur probante que les originaux dont elles sont présumées, sauf preuve contraire, être une copie fidèle lorsqu'elles ont été réalisées dans le cadre d'une méthode de gestion régulièrement suivie et qu'elles répondent aux conditions fixées par un règlement grand-ducal.

Les documents ou informations visés aux articles 11, 12, 14 et 15, quelle que soit la forme de leur conservation, doivent être conservés pendant dix ans à partir de la clôture de l'exercice auquel ils se rapportent.

**Art. 17.**– Les livres de commerce, régulièrement tenus, peuvent être admis par le juge pour faire preuve entre commerçants pour faits de commerce.

**Art. 18.**– Les livres que les individus faisant le commerce sont obligés de tenir, et pour lesquels ils n'auront pas observé les formalités ci-dessus prescrites, ne pourront être représentés ni faire foi en justice, au profit de ceux qui les auront tenus; sans préjudice de ce qui sera réglé au livre des Faillites et Banqueroutes.

**Art. 19.**– Dans le cours d'une contestation, la représentation des livres peut être ordonnée par le juge, même d'office, à l'effet d'en extraire ce qui concerne le différend.

**Art. 20.**– En cas que les livres dont la représentation est offerte, requise ou ordonnée, soient dans des lieux éloignés du tribunal saisi de l'affaire, les juges peuvent adresser une commission rogatoire au tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale du lieu, ou déléguer un juge de paix pour en prendre connaissance, dresser un procès-verbal du contenu, et l'envoyer au tribunal saisi de l'affaire.

**Art. 21.**– Si la partie aux livres de laquelle on offre d'ajouter foi, refuse de les représenter, le juge peut déférer le serment à l'autre partie."

## **Chapitre II – Des comptes annuels**

### *Section 1. – Dispositions générales*

**Art. 12.**– Le présent chapitre s'applique aux entreprises visées à l'article 8 du code de commerce à l'exception:

- 1° des personnes physiques ayant la qualité de commerçant et les sociétés en nom collectif ou en commandite simple, visées à l'article 13 du code de commerce;
- 2° des établissements de crédit et des sociétés d'assurance.

**Art. 13.**– (1) Les comptes annuels visés à l'article 15 du code de commerce comprennent le bilan, le compte de profits et pertes ainsi que l'annexe: ces documents forment un tout.

(2) Les comptes annuels doivent être établis avec clarté et en conformité avec les dispositions du présent chapitre.

(3) Les comptes annuels doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats de l'entreprise.

(4) Lorsque l'application des dispositions ci-après prévues ne suffit pas pour donner l'image fidèle visée au paragraphe (3), des informations complémentaires doivent être fournies.

(5) Si, dans des cas exceptionnels, l'application d'une disposition du présent chapitre se révèle contraire à l'obligation prévue au paragraphe (3) ci-dessus, il y a lieu de déroger à celle-ci afin qu'une image fidèle au sens du paragraphe (3) soit donnée. Une telle dérogation doit être mentionnée dans l'annexe et dûment motivée avec indication de son influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats.

(6) Lorsqu'une disposition du présent chapitre implique une appréciation d'ordre quantitatif ou qualitatif, son application doit être faite par l'entreprise d'après le critère prévu au paragraphe (3). La ou les personnes chargées du contrôle des comptes et du rapport annuel sont appelées à vérifier le respect de cette prescription.

**Art. 14.**— Un règlement grand-ducal peut autoriser le Ministre de la Justice à accorder, dans des cas spéciaux et moyennant l'avis motivé de la Commission des Normes Comptables des dérogations aux règles arrêtées en vertu des articles 11, 12 et 15 du code de commerce, aux dispositions du présent chapitre et aux articles 256 à 256ter et 309 à 344-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

## *Section 2. – Dispositions générales concernant le bilan et le compte de profits et pertes*

**Art. 15.**— La structure du bilan et celle du compte de profits et pertes, spécialement quant à la forme retenue pour leur présentation, ne peuvent pas être modifiées d'un exercice à l'autre. Des dérogations à ce principe sont admises dans des cas exceptionnels. Lorsqu'il est fait usage de telles dérogations, celles-ci doivent être mentionnées dans l'annexe et dûment motivées.

**Art. 16.**— (1) Dans le bilan ainsi que dans le compte de profits et pertes, les postes prévus aux articles 21 et 33 doivent apparaître séparément dans l'ordre indiqué. Une subdivision plus détaillée des postes est autorisée à condition qu'elle respecte la structure des schémas.

(2) La structure, la nomenclature et la terminologie des postes du bilan et du compte de profits et pertes qui sont précédés de chiffres arabes, doivent être adaptées lorsque la nature particulière de l'entreprise l'exige.

(3) Les postes du bilan et du compte de profits et pertes qui sont précédés de chiffres arabes, peuvent être regroupés:

- a) lorsqu'ils ne présentent qu'un montant négligeable au regard de l'objectif de l'article 13, paragraphe (3),
- b) lorsque le regroupement favorise la clarté, à condition que les postes regroupés soient présentés d'une façon distincte dans l'annexe.

(4) Chacun des postes du bilan et du compte de profits et pertes doit comporter l'indication du chiffre relatif au poste correspondant de l'exercice précédent. L'absence de comparabilité des chiffres d'un exercice à l'autre et, le cas échéant, les adaptations des chiffres de l'exercice précédent, faites pour assurer cette comparabilité, doivent être signalées dans l'annexe et dûment commentées.

(5) Sauf s'il existe un poste correspondant de l'exercice précédent conformément au paragraphe (4), un poste du bilan ou du compte de profits et pertes qui ne comporte aucun chiffre n'est pas indiqué.

**Art. 17.**— (1) Par dérogation aux paragraphes (1) et (2) de l'article 16, les sociétés d'investissement établissent leurs comptes annuels conformément aux règles fixées sur base de l'article 86 (2) de la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif telle qu'elle a été modifiée.

Par sociétés d'investissement au sens du présent article, on entend les sociétés dont l'objet unique est de placer leurs fonds en valeurs mobilières variées, en valeurs immobilières variées et en d'autres valeurs dans le seul but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier leurs actionnaires ou associés des résultats de la gestion de leurs avoirs.

(2) Par dérogation aux paragraphes (1) et (2) de l'article 16, un règlement grand-ducal peut prévoir un schéma particulier pour le bilan et le compte de profits et pertes des sociétés liées aux sociétés d'in-

vestissement à capital fixe, si l'objet unique de ces sociétés liées est d'acquérir des actions entièrement libérées émises par ces sociétés d'investissement.

**Art. 18.**– (1) Par dérogation aux paragraphes (1) et (2) de l'article 16, les sociétés de participation financière établissent leur bilan et leur compte de profits et pertes selon un schéma particulier à arrêter par règlement grand-ducal.

(2) Les sociétés de participation financière visées ci-dessus sont des sociétés dont l'objet unique est la prise de participations dans d'autres entreprises ainsi que la gestion et la mise en valeur de ces participations sans que ces sociétés s'immiscent directement ou indirectement dans la gestion de ces entreprises, sans préjudice des droits que les sociétés de participation financière détiennent en leur qualité d'actionnaires ou d'associés.

**Art. 19.**– Un règlement grand-ducal peut procéder à une adaptation des schémas du bilan et du compte de profits et pertes afin de faire apparaître l'affectation des résultats.

**Art. 20.**– Toute compensation entre des postes d'actif et de passif, ou entre des postes de charges et de produits, est interdite.

### *Section 3. – Structure du bilan*

#### **Art. 21.**–

#### **ACTIF**

##### **A. Capital souscrit non versé**

- I. Capital souscrit non appelé
- II. Capital souscrit appelé et non versé

##### **B. Frais d'établissement**

##### **C. Actif immobilisé**

##### **I. Immobilisations incorporelles**

1. Frais de recherche et de développement
2. Concessions, brevets, licences, marques, ainsi que droits et valeurs similaires s'ils ont été
  - a) acquis à titre onéreux, sans devoir figurer sous C.I.3.
  - b) créés par l'entreprise elle-même
3. Fonds de commerce, dans la mesure où il a été acquis à titre onéreux
4. Acomptes versés

##### **II. Immobilisations corporelles**

1. Terrains et constructions
2. Installations techniques et machines
3. Autres installations, outillage et mobilier
4. Acomptes versés et immobilisations corporelles en cours

##### **III. Immobilisations financières**

1. Parts dans des entreprises liées
2. Créances sur des entreprises liées
3. Participations
4. Créances sur des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation
5. Titres ayant le caractère d'immobilisations
6. Autres prêts
7. Actions propres ou parts propres avec indication de leur valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, de leur pair comptable

##### **D. Actif circulant**

##### **I. Stocks**

1. Matières premières et consommables



2. Produits en cours de fabrication
3. Produits finis et marchandises
4. Acomptes versés

## II. Créances

1. Créances résultant de ventes et prestations de services
  - a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an
  - b) dont la durée résiduelle est supérieure à un an
2. Créances sur des entreprises liées
  - a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an
  - b) dont la durée résiduelle est supérieure à un an
3. Créances sur des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation
  - a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an
  - b) dont la durée résiduelle est supérieure à un an
4. Autres créances
  - a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an
  - b) dont la durée résiduelle est supérieure à un an

## III. Valeurs mobilières

1. Parts dans des entreprises liées
2. Actions propres ou parts propres avec indication de leur valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, de leur pair comptable
3. Autres valeurs mobilières

## IV. Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et encaisse

## E. Comptes de régularisation

## F. Perte de l'exercice

## PASSIF

## A. Capitaux propres

- I. Capital souscrit
- II. Primes d'émission
- III. Réserve de réévaluation
- IV. Réserves

1. Réserve légale
2. Réserve pour actions propres ou parts propres
3. Réserves statutaires
4. Autres réserves

## V. Résultats reportés

## A.bis Subventions d'investissement en capital

## A.ter Plus-values immunisées

## B. Provisions pour risques et charges

1. Provisions pour pensions et obligations similaires
2. Provisions pour impôts
3. Autres provisions

## C.0. Dettes subordonnées

## C. Dettes

1. Emprunts obligataires
  - a) Emprunts convertibles

- a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an
  - b) dont la durée résiduelle est supérieure à un an
- b) Emprunts non convertibles
  - a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an
  - b) dont la durée résiduelle est supérieure à un an
- 2. Dettes envers des établissements de crédit
  - a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an
  - b) dont la durée résiduelle est supérieure à un an
- 3. Acomptes reçus sur commandes pour autant qu'ils ne sont pas déduits des stocks de façon distincte
  - a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an
  - b) dont la durée résiduelle est supérieure à un an
- 4. Dettes sur achats et prestations de services
  - a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an
  - b) dont la durée résiduelle est supérieure à un an
- 5. Dettes représentées par des effets de commerce
  - a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an
  - b) dont la durée résiduelle est supérieure à un an
- 6. Dettes envers des entreprises liées
  - a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an
  - b) dont la durée résiduelle est supérieure à un an
- 7. Dettes envers des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation
  - a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an
  - b) dont la durée résiduelle est supérieure à un an
- 8. Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale
  - a) Dettes fiscales
  - b) Dettes au titre de la sécurité sociale
- 9. Autres dettes
  - a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an
  - b) dont la durée résiduelle est supérieure à un an
- D. Comptes de régularisation
- E. Bénéfice de l'exercice

**Art. 22.**— Les entreprises qui, à la date de clôture du bilan, ne dépassent pas les limites chiffrées de deux des trois critères suivants:

- total du bilan: 2,5 millions d'euros
- montant net du chiffre d'affaires: 5 millions d'euros
- nombre des membres du personnel employé à plein temps et en moyenne au cours de l'exercice: 50

peuvent établir leur bilan sous la forme d'un bilan abrégé reprenant seulement les postes précédés de lettres et de chiffres romains prévus à l'article 21 avec mention séparée créances dont la durée résiduelle est supérieure à un an aux postes D II de l'actif et C du passif, mais d'une façon globale pour chaque poste concerné.

Les montants susindiqués pourront être modifiés par règlement grand-ducal.

**Art. 23.**— (1) Lorsqu'une entreprise, à la date de clôture du bilan, vient soit de dépasser, soit de ne plus dépasser les limites de deux des trois critères indiqués à l'article 22, cette circonstance ne produit des effets pour l'application de la dérogation prévue audit article que si elle se reproduit pendant deux exercices consécutifs.

(2) Le total du bilan visé à l'article 22 se compose dans le schéma prévu à l'article 21 des postes A à E de l'actif.

**Art. 24.**– (1) Lorsqu'un élément d'actif ou de passif relève de plusieurs postes du schéma, son rapport avec d'autres postes doit être indiqué soit dans le poste où il figure, soit dans l'annexe, lorsque cette indication est nécessaire à la compréhension des comptes annuels.

(2) Les actions propres et les parts propres ainsi que les parts dans des entreprises liées ne peuvent figurer dans d'autres postes que ceux prévus à cette fin.

**Art. 25.**– Doivent figurer de façon distincte à la suite du bilan ou à l'annexe, s'il n'existe pas d'obligation de les inscrire au passif, tous les engagements pris au titre d'une garantie quelconque, en distinguant selon les catégories de garanties prévues par la loi et en mentionnant expressément les sûretés réelles données.

Si les engagements susvisés existent à l'égard d'entreprises liées, il doit en être fait mention séparément.

#### *Section 4. – Dispositions particulières à certains postes du bilan*

**Art. 26.**– (1) L'inscription des éléments du patrimoine à l'actif immobilisé ou à l'actif circulant est déterminée par la destination de ces éléments.

(2) L'actif immobilisé comprend les éléments du patrimoine qui sont destinés à servir de façon durable à l'activité de l'entreprise.

- (3) a) Les mouvements des divers postes de l'actif immobilisé doivent être indiqués dans le bilan ou dans l'annexe. A cet effet, il y a lieu, en partant du prix d'acquisition ou du coût de revient, de faire apparaître, pour chacun des postes de l'actif immobilisé, séparément, d'une part, les entrées et sorties ainsi que les transferts de l'exercice et, d'autre part, les corrections de valeur cumulées à la date de clôture du bilan et les rectifications effectuées pendant l'exercice sur corrections de valeur d'exercices antérieurs. Les corrections de valeur sont indiquées soit dans le bilan, en les déduisant d'une façon distincte du poste concerné, soit dans l'annexe.
- b) Lorsque au moment de l'établissement des premiers comptes annuels, conformément aux dispositions de la présente section, le prix d'acquisition ou le coût de revient d'un élément de l'actif immobilisé ne peut pas être déterminé sans frais ou délai injustifiés, la valeur résiduelle au début de l'exercice peut être considérée comme prix d'acquisition ou coût de revient. L'application du présent littéra b) doit être mentionnée dans l'annexe.
- c) En cas d'application de l'article 41, les mouvements des divers postes de l'actif immobilisé visé au littéra a) du présent paragraphe sont indiqués en partant du prix d'acquisition ou du coût de revient réévalué.

(4) Le paragraphe (3) littéra a) et b) s'applique à la présentation du poste „Frais d'établissement“.

(5) Le paragraphe (3) a) et le paragraphe (4) ne s'appliquent pas au bilan abrégé des entreprises visées à l'article 22.

**Art. 27.**– Au poste „Terrains et constructions“ doivent figurer les droits immobiliers et autres droits assimilés tels qu'ils sont définis par les lois civiles.

**Art. 28.**– Au sens du présent chapitre, on entend par participations des droits dans le capital d'autres entreprises, matérialisés ou non par des titres, qui, en créant un lien durable avec celles-ci, sont destinés à contribuer à l'activité de l'entreprise. La détention d'une partie du capital d'une autre société est présumée être une participation lorsqu'elle excède vingt pour cent.

**Art. 29.**– Au poste „Comptes de régularisation“ de l'actif doivent figurer les charges comptabilisées pendant l'exercice mais concernant un exercice ultérieur.

**Art. 30.**– Les corrections de valeur comprennent toutes les corrections destinées à tenir compte de la dépréciation – définitive ou non – des éléments du patrimoine constatée à la date de clôture du bilan.

**Art. 31.**– (1) Les provisions pour risques et charges ont pour objet de couvrir des pertes ou dettes qui sont nettement circonscrites quant à leur nature mais, à la date de clôture du bilan, sont ou probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant ou quant à la date de leur survenance.

(2) Est également autorisée la constitution de provisions ayant pour objet de couvrir des charges qui trouvent leur origine dans l'exercice ou un exercice antérieur et qui sont nettement circonscrites quant à leur nature mais, à la date de clôture du bilan, sont ou probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant ou quant à la date de leur survenance.

(3) Les provisions pour risques et charges ne peuvent pas avoir pour objet de corriger les valeurs des éléments de l'actif.

**Art. 32.**– Au poste „Comptes de régularisation“ du passif doivent figurer les produits perçus avant la date de clôture du bilan, mais imputables à un exercice ultérieur.

#### *Section 5. – Structure du compte de profits et pertes*

##### **Art. 33.**–

##### **A. Charges**

1. Réduction du stock de produits finis et en cours de fabrication
2. a) Consommation de marchandises et de matières premières et consommables  
b) Autres charges externes
3. Frais de personnel
  - a) Salaires et traitements
  - b) Charges sociales couvrant les salaires et traitements
  - c) Pensions complémentaires
  - d) Autres charges sociales
4. a) Corrections de valeur sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles  
b) Corrections de valeur sur éléments de l'actif circulant
5. Autres charges d'exploitation
6. Corrections de valeur sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant
7. Intérêts et charges assimilées
  - a) concernant des entreprises liées
  - b) autres intérêts et charges
- 8.
- 9.
10. Charges exceptionnelles
11. Impôts sur le résultat
12. Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus
13. Résultat de l'exercice

##### **B. Produits**

1. Montant net du chiffre d'affaires
2. Augmentation du stock de produits finis et en cours de fabrication
3. Travaux effectués par l'entreprise pour elle-même et portés à l'actif
4. Autres produits d'exploitation

5. Produits de participations
  - a) provenant d'entreprises liées
  - b) autres produits de participations
6. Produits d'autres valeurs mobilières et de créances de l'actif immobilisé
  - a) provenant d'entreprises liées
  - b) autres produits
7. Autres intérêts et produits assimilés
  - a) provenant d'entreprises liées
  - b) autres intérêts et produits assimilés
- 8.
9. Produits exceptionnels
10. Résultat de l'exercice

**Art. 34.–** (1) Les entreprises qui à la date de clôture du bilan ne dépassent pas les limites chiffrées de deux des trois critères suivants:

- total du bilan: 10 millions d'euros
  - montant net du chiffre d'affaires: 20 millions d'euros
  - nombre des membres du personnel employé à plein temps et en moyenne au cours de l'exercice: 250
- peuvent déroger au schéma figurant à l'article 33 en regroupant les postes A 1, A 2 et B 1 à B 4 inclus sous un poste unique appelé „Produits bruts“ ou „Charges brutes“ selon le cas.

L'article 23 est applicable.

(2) Les montants susindiqués pourront être modifiés par règlement grand-ducal.

#### *Section 6. – Dispositions particulières à certains postes du compte de profits et pertes*

**Art. 35.–** Le montant net du chiffre d'affaires comprend les montants résultant de la vente des produits et de la prestation des services correspondant aux activités ordinaires de l'entreprise, déduction faite des réductions sur ventes, ainsi que de la taxe sur la valeur ajoutée et d'autres impôts directement liés au chiffre d'affaires.

**Art. 36.–** (1) Aux postes „Produits exceptionnels“ ou „Charges exceptionnelles“ doivent figurer les produits ou charges ne provenant pas des activités ordinaires de l'entreprise.

(2) Si les produits et charges visés au paragraphe (1) ne sont pas sans importance pour l'appréciation des résultats, des explications sur leur montant et leur nature doivent être données dans l'annexe. Il en est de même pour les produits et charges imputables à un autre exercice.

**Art. 37.–** Les impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires et les impôts sur le résultat exceptionnel peuvent être groupés et inscrits au compte de profits et pertes sous un poste figurant avant le poste „Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus“.

Lorsqu'il est fait application de cette faculté, les entreprises doivent donner des indications dans l'annexe sur les proportions dans lesquelles les impôts sur le résultat grèvent le résultat provenant des activités ordinaires et le résultat exceptionnel.

#### *Section 7. – Règles d'évaluation*

**Art. 38.–** (1) Pour l'évaluation des postes figurant dans les comptes annuels il est fait application des principes généraux suivants:

- a) l'entreprise est présumée continuer ses activités;
- b) les modes d'évaluation ne peuvent pas être modifiés d'un exercice à l'autre;
- c) le principe de prudence doit en tout cas être observé et notamment:

- aa) seuls les bénéfices réalisés à la date de clôture du bilan peuvent y être inscrits;
- bb) il doit être tenu compte de tous les risques prévisibles et pertes éventuelles qui ont pris naissance au cours de l'exercice ou d'un exercice antérieur, même si ces risques ou pertes ne sont connus qu'entre la date de clôture du bilan et la date à laquelle il est établi;
- cc) il doit être tenu compte des dépréciations, que l'exercice se solde par une perte ou par un bénéfice;
- d) il doit être tenu compte des charges et produits afférents à l'exercice auquel les comptes se rapportent, sans considération de la date de paiement ou d'encaissement de ces charges ou produits;
- e) les éléments des postes de l'actif et du passif doivent être évalués séparément;
- f) le bilan d'ouverture d'un exercice doit correspondre au bilan de clôture de l'exercice précédent.

(2) Des dérogations à ces principes généraux sont admises dans des cas exceptionnels. Lorsqu'il est fait usage de ces dérogations, celles-ci doivent être signalées dans l'annexe et dûment motivées, avec indication de leur influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats.

**Art. 39.**— L'évaluation des postes figurant dans les comptes annuels se fait selon les dispositions des articles 40, 42, 43, 46 à 49, fondées sur le principe du prix d'acquisition ou du coût de revient.

**Art. 40.**—

- (1) a) Les frais d'établissement doivent être amortis dans un délai maximum de cinq ans.
- b) Dans la mesure où les frais d'établissement n'ont pas été complètement amortis, toute distribution des résultats est interdite à moins que le montant des réserves disponibles à cet effet et des résultats reportés ne soit au moins égal au montant des frais non amortis.

(2) Les éléments inscrits au poste „Frais d'établissement“ doivent être commentés dans l'annexe.

(3) Peuvent être portés à l'actif en tant que frais d'établissement les frais qui sont en relation avec la création ou l'extension d'une entreprise, d'une partie d'entreprise ou d'une branche d'activité, par opposition aux frais résultant de la gestion courante.

**Art. 41.**— Un règlement grand-ducal pourra, par dérogation à l'article 39 autoriser ou imposer pour toutes les entreprises ou certaines catégories d'entreprises:

- a) l'évaluation sur la base de la valeur de remplacement pour les immobilisations corporelles dont l'utilisation est limitée dans le temps ainsi que pour les stocks;
- b) l'évaluation des postes figurant dans les comptes annuels, y inclus les capitaux propres sur la base d'autres méthodes que celle prévue sous a), destinées à tenir compte de l'inflation;
- c) la réévaluation des immobilisations corporelles ainsi que des immobilisations financières.

Le règlement prévoyant les méthodes d'évaluation mentionnées sous a), b) ou c) en déterminera le contenu, les limites et les modalités d'application tout en respectant les dispositions de l'article 33 de la directive 78/660/CEE du 25 juillet 1978.

**Art. 42.**—

- (1) a) Les éléments de l'actif immobilisé doivent être évalués au prix d'acquisition ou au coût de revient sans préjudice aux points b) et c).
- b) Le prix d'acquisition ou le coût de revient des éléments de l'actif immobilisé dont l'utilisation est limitée dans le temps doit être diminué des corrections de valeur calculées de manière à amortir systématiquement la valeur de ces éléments pendant leur durée d'utilisation.
- c) aa) Les immobilisations financières peuvent faire l'objet de corrections de valeur afin de donner à ces éléments la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan.
- bb) Que leur utilisation soit ou non limitée dans le temps, les éléments de l'actif immobilisé doivent faire l'objet de corrections de valeur afin de donner à ces éléments la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan, si l'on prévoit que la dépréciation sera durable.

- cc) Les corrections de valeur visées sous aa) et bb) doivent être portées au compte de profits et pertes et indiquées séparément dans l'annexe si elles ne sont pas indiquées séparément dans le compte de profits et pertes.
- dd) L'évaluation à la valeur inférieure visée sous aa) et bb) ne peut pas être maintenue lorsque les raisons qui ont motivé les corrections de valeur ont cessé d'exister.
- d) Si les éléments de l'actif immobilisé font l'objet de corrections de valeur exceptionnelles pour la seule application de la législation fiscale, il y a lieu d'indiquer dans l'annexe le montant dûment motivé de ces corrections.

(2) Le prix d'acquisition s'obtient en ajoutant les frais accessoires au prix d'achat.

(3) a) Le coût de revient s'obtient en ajoutant au prix d'acquisition des matières premières et consommables les coûts directement imputables au produit considéré.

b) Une fraction raisonnable des coûts qui ne sont qu'indirectement imputables au produit considéré peut être ajoutée au coût de revient dans la mesure où ces coûts concernent la période de fabrication.

(4) L'inclusion dans le coût de revient des intérêts sur les capitaux empruntés pour financer la fabrication d'immobilisations est permise dans la mesure où les intérêts concernent la période de fabrication.

Dans ce cas, leur inscription à l'actif doit être signalée dans l'annexe.

**Art. 43.**— Par dérogation à l'article 42 paragraphe (1) point c) sous cc), les sociétés d'investissement, au sens de l'article 17 peuvent compenser les corrections de valeur sur les valeurs mobilières directement avec les capitaux propres. Les montants en question doivent figurer séparément au passif du bilan.

**Art. 44.**— Les sociétés d'investissement au sens de l'article 17 doivent faire l'évaluation des valeurs dans lesquelles elles ont placé leurs fonds sur la base de la valeur du marché. Les sociétés d'investissement à capital variable sont dispensées de faire figurer de façon distincte les montants de corrections de valeur mentionnées à l'article 43.

**Art. 45.**— (1) Les entreprises peuvent inscrire au bilan les participations, au sens de l'article 28, détenues dans le capital d'entreprises sur la gestion et la politique financière desquelles elles exercent une influence notable conformément aux paragraphes (2) à (9) suivants comme sous-poste des postes „Parts dans des entreprises liées“ et „Participations“ selon le cas. Il est présumé qu'une entreprise exerce une influence notable sur une autre entreprise lorsqu'elle a 20% ou plus des droits de vote des actionnaires ou associés de cette entreprise. L'article 310 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales est applicable.

(2) Lors de la première application du présent article à une participation visée au paragraphe (1), celle-ci est inscrite au bilan:

a) soit à sa valeur comptable évaluée conformément aux articles 38 à 51. La différence entre cette valeur et le montant correspondant à la fraction des capitaux propres représentée par cette participation est mentionnée séparément dans le bilan ou dans l'annexe. Cette différence est calculée à la date à laquelle la méthode est appliquée pour la première fois;

b) soit pour le montant correspondant à la fraction des capitaux propres représentée par cette participation.

La différence entre ce montant et la valeur comptable évaluée conformément aux règles d'évaluation prévues aux articles 38 à 51 est mentionnée séparément dans le bilan ou dans l'annexe.

Cette différence est calculée à la date à laquelle la méthode est appliquée pour la première fois;

c) Le bilan ou l'annexe doit indiquer lequel des points a) ou b) a été utilisé;

d) Pour l'application des points a) ou b), le calcul de la différence peut s'effectuer à la date d'acquisition des actions ou parts ou, lorsque l'acquisition a eu lieu en plusieurs fois, à la date à laquelle les actions ou parts sont devenues une participation au sens du paragraphe (1).

(3) Lorsque des éléments d'actif ou de passif de l'entreprise dans laquelle une participation au sens du paragraphe (1) est détenue ont été évalués selon des méthodes non uniformes avec celle retenue par la

société établissant ses comptes annuels, ces éléments peuvent, pour le calcul de la différence visée au paragraphe (2) point a) ou point b), être évalués à nouveau conformément aux méthodes retenues par la société établissant ses comptes annuels. Lorsqu'il n'a pas été procédé à cette nouvelle évaluation, mention doit en être faite à l'annexe.

(4) La valeur comptable visée au paragraphe (2) point a) ou le montant correspondant à la fraction des capitaux propres visé au paragraphe (2) point b) est accru ou réduit du montant de la variation, intervenue au cours de l'exercice, de la fraction des capitaux propres représentée par cette participation; il est réduit du montant des dividendes correspondant à la participation.

(5) Dans la mesure où une différence positive mentionnée au paragraphe (2) point a) ou point b) n'est pas rattachable à une catégorie d'éléments d'actif ou de passif, elle est traitée conformément aux règles applicables au poste „fonds de commerce“.

(6) a) La fraction du résultat attribuable aux participations visées au paragraphe (1) est inscrite au compte de profits et pertes sous un poste distinct à intitulé correspondant.

b) Lorsque ce montant excède le montant des dividendes déjà reçus ou dont le paiement peut être réclamé, le montant de la différence doit être porté à une réserve qui ne peut être distribué aux actionnaires.

c) Il est permis que la fraction du résultat attribuable aux participations visées au paragraphe (1) ne figure au compte de profits et pertes que dans la mesure où elle correspond à des dividendes déjà reçus ou dont le paiement peut être réclamé.

(7) Les éliminations visées à l'article 329 paragraphe (1) point c) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales sont effectuées dans la mesure où les éléments en sont connus ou accessibles. L'article 329 paragraphes (2) et (3) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales s'applique.

(8) Lorsqu'une entreprise, dans laquelle une participation au sens du paragraphe (1) est détenue, établit des comptes consolidés, les dispositions des paragraphes précédents sont applicables aux capitaux propres inscrits dans ces comptes consolidés.

(9) Il peut être renoncé à l'application du présent article lorsque les participations visées au paragraphe (1) ne présentent qu'un intérêt négligeable au regard de l'objectif de l'article 13 paragraphe (3).

**Art. 46.**– (1) L'article 40 (1) et (2) est applicable au poste „Frais de recherche et de développement“.

Toutefois ces frais peuvent être amortis sur une période supérieure à cinq ans lorsque le résultat de ces travaux de recherche et de développement peut être utilisé au-delà de cette période. Lorsqu'il est fait usage de cette faculté il en est fait mention à l'annexe avec indication des motifs.

(2) L'article 40 paragraphe (1) point a) est applicable au poste „Fonds de commerce“. Toutefois les sociétés sont autorisées à répartir systématiquement l'amortissement de leur fonds de commerce sur une période supérieure à 5 ans sans dépasser la durée d'utilisation prévue de cet actif.

Lorsqu'il est fait usage de cette faculté il en est fait mention à l'annexe avec indication des motifs.

**Art. 47.**– Les immobilisations corporelles et les matières premières et consommables qui sont constamment renouvelées et dont la valeur globale est d'importance secondaire pour l'entreprise peuvent être portées à l'actif pour une quantité et une valeur fixes, si leur quantité, leur valeur et leur composition ne varient pas sensiblement.

**Art. 48.**–

(1) a) Les éléments de l'actif circulant doivent être évalués au prix d'acquisition ou au coût de revient, sans préjudice des points b) et c).

b) Les éléments de l'actif circulant font l'objet de corrections de valeur afin de donner à ces éléments la valeur inférieure du marché ou, dans des circonstances particulières, une autre valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan.



- c) Des corrections de valeur exceptionnelles sont autorisées, si celles-ci sont nécessaires sur la base d'une appréciation commerciale raisonnable, pour éviter que, dans un proche avenir, l'évaluation de ces éléments ne doive être modifiée en raison de fluctuations de valeur. Le montant de ces corrections de valeur doit être indiqué séparément dans le compte de profits et pertes ou dans l'annexe.
- d) L'évaluation à la valeur inférieure visée sous b) et c) ne peut pas être maintenue si les raisons qui ont motivé les corrections de valeur ont cessé d'exister.
- e) Si les éléments de l'actif circulant font l'objet de corrections de valeur exceptionnelles pour la seule application de la législation fiscale, il y a lieu d'en indiquer dans l'annexe le montant dûment motivé.

(2) La définition du prix d'acquisition ou du coût de revient figurant à l'article 42 paragraphes (2) et (3), s'applique. L'article 42 paragraphe (4) est aussi applicable. Les frais de distribution ne peuvent être incorporés dans le coût de revient.

**Art. 49.**– (1) Le prix d'acquisition ou le coût de revient des stocks d'objets de même catégorie ainsi que de tous les éléments fongibles, y inclus les valeurs mobilières, peuvent être calculés soit sur la base des prix moyens pondérés, soit selon les méthodes „premier entré – premier sorti“ (FIFO) ou „dernier entré – premier sorti“ (LIFO), ou une méthode analogue.

(2) Lorsque l'évaluation effectuée dans le bilan, suite à l'application des modes de calcul indiqués au paragraphe (1) diffère pour un montant important, à la date de clôture du bilan, d'une évaluation sur la base du dernier prix du marché connu avant la date de clôture du bilan, le montant de cette différence doit être indiqué globalement par catégorie dans l'annexe.

**Art. 50.**– (1) Lorsque le montant à rembourser sur des dettes est supérieur au montant reçu, la différence peut être portée à l'actif. Elle doit être indiquée séparément dans le bilan ou dans l'annexe.

(2) Cette différence doit être amortie par des montants annuels raisonnables et au plus tard au moment du remboursement de la dette.

**Art. 51.**– Le montant des provisions pour risques et charges ne peut dépasser les besoins. Les provisions qui figurent au bilan sous le poste „Autres provisions“ doivent être précisées dans l'annexe, dans la mesure où celles-ci sont d'une certaine importance.

#### *Section 8. - Contenu de l'annexe*

**Art. 52.**– (1) Outre les mentions prescrites par d'autres dispositions de la présente section, l'annexe doit comporter au moins des indications sur:

- 1° les modes d'évaluation appliqués aux divers postes des comptes annuels, ainsi que les méthodes de calcul des corrections de valeur utilisées. Pour les éléments contenus dans les comptes annuels qui sont ou qui étaient à l'origine exprimés en monnaie étrangère, les bases de conversion utilisées pour leur expression dans la monnaie du bilan doivent être indiquées;
- 2° le nom et le siège des entreprises dans lesquelles l'entreprise détient, soit elle-même, soit par une personne agissant en son nom, mais pour le compte de cette société, au moins vingt pour cent du capital avec indication de la fraction du capital détenu ainsi que du montant des capitaux propres et de celui du résultat du dernier exercice de l'entreprise concernée pour lequel des comptes ont été arrêtés. Ces informations peuvent être omises lorsqu'elles ne sont que d'un intérêt négligeable au regard de l'objectif de l'article 13 paragraphe (3). L'indication des capitaux propres et du résultat peut également être omise lorsque l'entreprise concernée ne publie pas son bilan et si elle est détenue à moins de cinquante pour cent, directement ou indirectement, par la société; le nom, le siège et la forme juridique de toute entreprise dont la société est l'associé indéfiniment responsable. Cette information peut être omise lorsqu'elle n'est que d'un intérêt négligeable au regard de l'objectif de l'article 13 paragraphe (3);
- 3° le nombre et la valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, le pair comptable des actions souscrites pendant l'exercice dans les limites d'un capital autorisé;

- 4° lorsqu'il existe plusieurs catégories d'actions, le nombre et la valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, le pair comptable de chacune d'entre elles;
- 5° l'existence de parts bénéficiaires, d'obligations convertibles et de titres ou droits similaires, avec indication de leur nombre et de l'étendue des droits qu'ils confèrent;
- 6° le montant des dettes de l'entreprise dont la durée résiduelle est supérieure à cinq ans, ainsi que le montant de toutes les dettes de l'entreprise couvertes par des sûretés réelles données par la société, avec indication de leur nature et de leur forme. Ces indications doivent être données séparément pour chacun des postes relatifs aux dettes, conformément au schéma de l'article 21;
- 7° le montant global des engagements financiers qui ne figurent pas dans le bilan, dans la mesure où son indication est utile à l'appréciation de la situation financière. Les engagements existant en matière de pensions ainsi que les engagements à l'égard d'entreprises liées doivent apparaître de façon distincte;
- 8° la ventilation du montant net du chiffre d'affaires au sens de l'article 35 par catégories d'activités, ainsi que par marchés géographiques, dans la mesure où, du point de vue de l'organisation de la vente des produits et de la prestation des services correspondant aux activités ordinaires de l'entreprise, ces catégories et marchés diffèrent entre eux de façon considérable;
- 9° le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice, ventilé par catégories;
- 10° la proportion dans laquelle le calcul du résultat de l'exercice a été affecté par une évaluation des postes qui, en dérogeant aux principes des articles 38, 40, 42, 43 et 46 à 51 a été effectuée pendant l'exercice ou un exercice antérieur en vue d'obtenir des allègements fiscaux.  
Lorsqu'une telle évaluation influence d'une façon non négligeable la charge fiscale future, des indications doivent être données;
- 11° la différence entre la charge fiscale imputée à l'exercice et aux exercices antérieurs et la charge fiscale déjà payée ou à payer au titre de ces exercices, dans la mesure où cette différence est d'un intérêt certain au regard de la charge fiscale future. Ce montant peut également figurer de façon cumulée dans le bilan sous un poste particulier à intitulé correspondant;
- 12° le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration ou de surveillance à raison de leurs fonctions ainsi que les engagements nés ou contractés en matière de pensions de retraite à l'égard des anciens membres des organes précités. Ces informations doivent être données de façon globale pour chaque catégorie;
- 13° le montant des avances et des crédits accordés aux membres des organes d'administration ou de surveillance avec indication du taux d'intérêt, des conditions essentielles et des montants éventuellement remboursés, ainsi que les engagements pris pour leur compte au titre d'une garantie quelconque. Ces informations doivent être données de façon globale pour chaque catégorie;
- 14° des informations concernant les produits (charges) se rapportant à l'exercice, exigibles (payables) postérieurement à la clôture de ce dernier, qui figurent parmi les créances (dettes), lorsque ces produits (charges) sont d'une certaine importance;
- 15° a) le nom et le siège de l'entreprise qui établit les comptes consolidés de l'ensemble le plus grand d'entreprises dont l'entreprise fait partie en tant qu'entreprise filiale;  
b) le nom et le siège de l'entreprise qui établit les comptes consolidés de l'ensemble le plus petit d'entreprises inclus dans l'ensemble d'entreprises visé au point a) dont l'entreprise fait partie en tant qu'entreprise filiale;  
c) le lieu où les comptes consolidés visés aux points a) et b) peuvent être obtenus, à moins qu'ils ne soient indisponibles.

(2) Le paragraphe (1) 2° ne s'applique pas aux sociétés de participation financière.

(3) Les indications prévues au paragraphe (1) 12 peuvent être omises lorsque ces indications permettent d'identifier la situation d'un membre déterminé de ces organes.

**Art. 53.**— Les entreprises visées à l'article 22 sont autorisées à établir une annexe abrégée dépourvue des indications demandées à l'article 52 paragraphe (1) 5° à 12°. Toutefois, l'annexe doit indiquer d'une façon globale pour tous les postes concernés les informations prévues à l'article 52 paragraphe (1) 6°.

Ces mêmes entreprises sont en outre exemptées de l'obligation de publier dans l'annexe les informations prévues à l'article 26 paragraphe (3) a) et paragraphe (4), à l'article 30 paragraphe (2), à l'article 37, deuxième alinéa, à l'article 40 paragraphe (2), à l'article 49, paragraphe (2), à l'article 51, deuxième alinéa et à l'article 52 paragraphe (1) 14.

L'article 23 est applicable.

**Art. 54.**– (1) Il est permis que les indications prescrites à l'article 52 paragraphe (1) 2°:

- a) prennent la forme d'un relevé déposé conformément à l'article 9 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales; il doit en être fait mention dans l'annexe;
- b) soient omises lorsqu'elles sont de nature à porter gravement préjudice à une des entreprises visées à l'article 52 paragraphe (1) 2°.

L'omission de ces indications doit être mentionnée dans l'annexe.

(2) Le paragraphe (1) b) s'applique également aux indications prescrites à l'article 52 paragraphe (1) 8°.

Les sociétés visées à l'article 34 sont autorisées à omettre les indications prescrites à l'article 52 paragraphe (1) 8°. L'article 23 est applicable.

(3) Les informations visées à l'article 52 paragraphe (1) 2° 1ère phrase concernant le montant des capitaux propres et celui du résultat du dernier exercice concerné pour lequel des comptes ont été établis peuvent être omises

- a) lorsque les entreprises concernées sont incluses dans les comptes consolidés établis par la société mère ou dans les comptes consolidés d'un ensemble plus grand d'entreprises visés à l'article 314 paragraphe (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, ou
- b) lorsque les droits détenus dans leur capital sont traités par la société mère dans ses comptes annuels conformément à l'article 45 ou dans les comptes consolidés que cette société mère établit conformément à l'article 336 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

### **Chapitre III – De la Commission des Normes Comptables**

**Art. 55.**– Il est institué auprès du Ministre de la Justice une Commission des Normes Comptables.

La composition, l'organisation de même que les procédures et méthodes de travail suivies par celles-ci font l'objet d'un règlement grand-ducal.

**Art. 56.**– La Commission des Normes Comptables a pour mission:

- 1. de donner tout avis au Gouvernement à la demande de celui-ci ou d'initiative dans le domaine de la comptabilité ou des comptes annuels;
- 2. de développer la doctrine comptable et de formuler les principes d'une comptabilité régulière, par la voie d'avis ou de recommandations.

### **Chapitre IV – Du dépôt et de la publicité des comptes annuels**

**Art. 57.**– Les comptes annuels et la balance des comptes repris au plan comptable minimum harmonisé défini à l'article 12 du code de commerce sont déposés auprès du préposé du Registre de Commerce et des Sociétés au plus tard sept mois après la date de clôture de l'exercice.

Un règlement grand-ducal à prendre sur avis du Conseil d'Etat et de la Commission des Normes Comptables détermine la procédure de dépôt, la forme dans laquelle les documents sont versés en application de l'alinéa précédent et les conditions dans lesquelles ceux-ci peuvent être soumis à des contrôles arithmétiques et logiques.

**Art. 58.**– Une copie des documents à verser en application de l'article précédent est transmise par le préposé au Registre de Commerce et des Sociétés au Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques qui en assure l'archivage et la conservation sur support informatique.

**Art. 59.**– Un règlement grand-ducal détermine les conditions d'accès du public aux informations conservées par le Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques en application de l'article 57 du présent chapitre et le tarif applicable.

L'accès du public sera limité aux comptes annuels des sociétés visées à l'article 204 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ainsi qu'à ceux des établissements de crédit et des sociétés d'assurance.

**Art. 60.**— Toute entreprise ayant déposé au Registre de Commerce et des Sociétés les documents visés à l'article 57 du présent chapitre a respecté, à partir du jour du dépôt, ses obligations de communication des documents susvisés à l'égard des administrations de l'Etat et des établissements publics qui, dans le cadre de l'exercice de leurs attributions légales, sont en droit de demander la présentation de ces documents, et qui ont, partant, accès de plein droit aux informations contenues dans ces documents.

**Art. 61.**— (1) Par dérogation à l'article 75 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, pour les sociétés visées à l'article 204 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, les comptes annuels régulièrement approuvés et le rapport de gestion ainsi que le rapport établi par la personne chargée du contrôle des comptes doivent être déposés auprès du registre de commerce et des sociétés dans le mois de l'approbation conformément à l'article 9 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Toutefois le rapport de gestion peut ne pas faire l'objet de la publicité prévue à l'alinéa qui précède.

Dans ce cas le rapport est tenu à la disposition du public au siège de la société. Une copie intégrale ou partielle de ce rapport doit pouvoir être obtenue sans frais et sur simple demande.

(1)bis. Une société visée aux points 2 et 3 de l'article 59 alinéa 2 est dispensée de publier ses comptes annuels conformément à l'article 9 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, à condition que ces comptes soient à la disposition du public au siège de la société, lorsque:

- a) tous ses associés indéfiniment responsables sont des sociétés visées à l'article 1er paragraphe (1) premier alinéa de la directive modifiée 78/660/CEE du 25 juillet 1978 régies par la législation d'autres Etats membres des Communautés Européennes et qu'aucune d'elles ne publie les comptes de la société concernée conjointement avec ses propres comptes, ou lorsque
- b) tous ses associés indéfiniment responsables sont des sociétés qui ne relèvent pas du droit d'un Etat membre mais qui ont une forme juridique comparable à celles visées dans la directive 68/151/CEE.

Copie des comptes doit pouvoir être obtenue sur simple demande. Le prix réclamé pour cette copie ne peut excéder son coût administratif.

En cas de non-respect des obligations prévues par le présent paragraphe, l'article 163 3° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales s'applique.

(2) Par dérogation au paragraphe (1) les sociétés visées à l'article 59, alinéa 2 sont autorisées à publier:

- a) un bilan abrégé reprenant seulement les postes précédés de lettres et de chiffres romains prévus à l'article 21, avec mention séparée des créances dont la durée résiduelle dépasse un an aux postes D II de l'actif et C du passif, mais d'une façon globale pour tous les postes concernés;
- b) une annexe abrégée conformément à l'article 53.

L'article 23 est applicable.

En outre, ces mêmes sociétés peuvent ne pas publier leur compte de profits et pertes, leur rapport de gestion ainsi que le rapport de la personne chargée du contrôle des comptes.

(3) Les sociétés visées à l'article 34 sont autorisées à publier:

- a) un bilan abrégé reprenant seulement les postes précédés de lettres et de chiffres romains prévus à l'article 21 avec mention séparée soit dans le bilan, soit dans l'annexe:
  - des postes C I 3, C II 1, 2, 3 et 4, C III 1, 2, 3, 4 et 7, D II 2 et 3 et D III 1 et 2 de l'actif ainsi que C 1, 2, 6 et 7 du passif, à l'article 21;
  - des informations demandées entre parenthèses aux postes D II de l'actif et C du passif à l'article 21, mais d'une façon globale pour tous les postes concernés et séparément pour les postes D II 2 et 3 de l'actif ainsi que C 1, 2, 6 et 7 du passif;
- b) une annexe abrégée, dépourvue des indications demandées à l'article 52, paragraphe (1) 5°, 6°, 8°, 10° et 11°.

Toutefois, l'annexe doit indiquer les informations prévues à l'article 52 paragraphe (1) 6°, d'une façon globale pour tous les postes concernés.

Le présent paragraphe ne porte pas atteinte au paragraphe (1) en ce qui concerne le compte de profits et pertes, le rapport de gestion ainsi que le rapport de la personne chargée du contrôle des comptes.

L'article 23 est applicable.

(4) Pour les besoins de l'application des dispositions du présent article, le rapport de la personne chargée du contrôle des comptes peut se limiter à l'attestation que les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats de la société, et qu'il y a concordance du rapport de gestion avec les comptes annuels, ou, dans le cas contraire, que l'attestation est assortie de réserves ou refusée.

**Art. 62.**— Lors de toute publication intégrale, les comptes annuels et le rapport de gestion doivent être reproduits dans la forme et le texte sur la base desquels la personne chargée du contrôle des comptes a établi son rapport. Ils doivent être accompagnés du texte intégral de l'attestation. Si la personne chargée du contrôle des comptes a émis des réserves ou a refusé son attestation, ce fait doit être signalé et les raisons en être données.

**Art. 63.**— Lorsque les comptes annuels ne sont pas intégralement publiés, il doit être précisé qu'il s'agit d'une version abrégée et il doit être fait référence au registre auprès duquel les comptes ont été déposés en vertu de l'article 61 paragraphe (1). Lorsque ce dépôt n'a pas encore eu lieu, ce fait doit être mentionné.

L'attestation de la personne chargée du contrôle des comptes ne doit pas accompagner cette publication, mais il doit être précisé si l'attestation a été donnée avec ou sans réserve ou si elle a été refusée.

**Art. 64.**— Doivent être publiées en même temps que les comptes annuels et selon les mêmes modalités:

- la proposition d'affectation des résultats,
- l'affectation des résultats,

dans le cas où ces éléments n'apparaîtraient pas dans les comptes annuels.

**Art. 65.**— Les comptes annuels peuvent, en plus de la publicité dans la monnaie ou dans l'unité de compte dans laquelle ils sont établis, être publiés en euros, en utilisant le taux de conversion à la date de clôture du bilan. Ce taux est indiqué dans l'annexe.

## **Chapitre V – Dispositions diverses et dispositions transitoires et abrogatoires**

**Art. 66.**— Sont punis d'une amende de 10.001 à 100.000 francs les commerçants, personnes physiques et les administrateurs, gérants, directeurs ou fondés de pouvoir de personnes morales qui sciemment contreviennent aux dispositions des articles 9 à 15 du code de commerce, du ou des règlements grand-ducaux pris en application de l'article 12, alinéa 2, et des chapitres II et IV de la présente loi.

Ils sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 10.001 à 100.000 francs ou d'une de ces peines seulement s'ils ont agi avec une intention frauduleuse.

Les dispositions du livre 1er du code pénal et celles des articles 130-1 à 132-1 du code d'instruction criminelle sont applicables aux peines à prononcer sur base du présent article.

**Art. 67.**— Dans l'article 441, 2° du Code de commerce, les mots „les registres tenus en exécution des articles 8 et 9 du Code de commerce” sont remplacés par „les livres exigés par les articles 9 à 11 du Code de commerce”.

**Art. 68.**— L'article 574, 6° du Code de commerce est modifié comme suit:

„6° s'il n'a pas tenu les livres exigés par l'article 9; s'il n'a pas fait l'inventaire exigé par l'article 11; si ses livres et inventaires sont incomplets ou irrégulièrement tenus, ou s'ils n'offrent pas sa véritable situation active et passive, sans néanmoins qu'il y ait fraude.”

**Art. 69.**— L'article 577, 1° du Code de commerce est modifié comme suit:

„1° s'il a soustrait en tout ou en partie les livres ou documents comptables visés aux articles 9 à 11 du Code de commerce, ou s'il en a frauduleusement enlevé, effacé ou altéré le contenu.“

**Art. 70.**— L'article 205 et les sous-sections 1 à 8 et 13 de la section XIII. — *Des comptes sociaux* de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales sont abrogés.

**Art. 71.**— Les renvois dans les dispositions légales et réglementaires à des articles de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales abrogés par la présente loi s'entendent comme des renvois aux articles correspondants de la présente loi tel qu'il résulte du tableau annexé à la présente loi.

**Art. 72.**— Le présent titre s'applique à partir du deuxième exercice commençant après l'entrée en vigueur de la présente loi. Par dérogation aux dispositions de l'article 70 de la présente loi, l'article 205 et les sous-sections 1 à 8 et 13 de la section XIII. — *Des comptes sociaux* de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés continueront à s'appliquer pour les exercices qui précèdent le troisième exercice commençant après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Par dérogation à ce qui précède, la présente loi ne s'applique qu'à partir du quatrième exercice commençant après l'entrée en vigueur de la présente loi pour les entreprises autres que celles visées à l'article 22.

### TITRE III.

#### De l'autorisation d'établissement

**Art. 73.**— Le texte de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales est modifié comme suit:

1. A l'article 2, un nouvel alinéa 2 est inséré dont la teneur est la suivante:

„Dans le cadre de l'instruction administrative, le demandeur doit présenter des états établis par

1. le Centre commun de la Sécurité sociale;
2. l'Administration des Contributions Directes;
3. l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines;

états dont il ressort que le demandeur et, s'il s'agit d'une personne morale, le dirigeant, et les sociétés dans lesquelles ceux-ci ont occupé pendant la période de trois ans précédant la demande une fonction de dirigeant de droit ou de fait, apparente ou occulte, rémunérée ou non, se sont conformés aux obligations de déclaration, de paiement d'avances et de principal, ou qu'ils ont respecté les délais leur consentis. A cet effet, le demandeur fait une déclaration écrite, certifiée sincère et véritable, dans laquelle il indique, aux autorités publiques susmentionnées, les sociétés dans lesquelles lui ou le dirigeant ont occupé pendant les trois ans précédant la demande une fonction de dirigeant de droit ou de fait, apparente ou occulte, rémunérée ou non.“

2. L'article 2, alinéa 4 actuel est remplacé par le texte suivant:

„Au cas où l'intéressé violerait ses obligations professionnelles légales ou se soustrairait aux charges sociales ou fiscales que lui impose sa profession, l'autorisation peut être refusée ou révoquée. Ce refus ou cette révocation peut intervenir sur demande du Centre commun de la Sécurité Sociale ou de l'Administration des Contributions Directes ou de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. L'autorisation peut également être révoquée dans le cas où l'intéressé aurait été condamné pénalement du chef d'infractions aux dispositions légales en matière de concurrence déloyale.“

3. Les alinéas venant à la suite du nouvel alinéa 2 sont renumérotés en conséquence.

## ANNEXE

(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
205	13	219	26	235	38	246	50
206	15	220	27	236	39	247	51
207	16	221	28	237	40	248	52
208	17	222	29	238	41	249	53
209	18	223	30	239	42	250	54
210	19	224	31	240	43	252	61
211	20	225	32	241	44	253	62
213	21	228	33	241-1	45	254	63
215	22	231	34	242	46	255	64
216	23	232	35	243	47	255-1	65
217	24	233	36	244	48		
218	25	234	37	245	49		

(1) Loi du 10 août 1915 concernant la société commerciale

(2) La présente loi

\*

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

## TITRE I

## De la réorganisation du Registre de Commerce et des Sociétés

*Article 1er*

Cet article énonce non seulement le principe du transfert des registres de commerce et des sociétés de Luxembourg et de Diekirch des greffes des tribunaux d'arrondissement (administration judiciaire) à l'administration de l'enregistrement et des domaines pour des raisons détaillées à l'exposé des motifs, mais également celui de tous les dossiers déposés auprès de ces registres; y sont donc inclus notamment les dossiers concernant les sociétés civiles et les associations sans but lucratif.

*Article 2*

Cet article a pour objet d'opérer un changement d'administration d'office dans l'intérêt du service du personnel actuel des deux registres de commerce et des sociétés conformément aux dispositions afférentes de l'article 6, alinéa 4, du statut des fonctionnaires de l'Etat. L'intégration et les avancements ultérieurs des agents sont régis par la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'Etat peut se faire changer d'administration.

Il s'agit de six fonctionnaires dont deux travaillant à mi-temps ainsi que deux employés dont un travaillant à mi-temps. Ces personnes sont aidées par du personnel, en nombre variable, issu de la division des auxiliaires temporaires.

A la suite du changement d'administration prévu au présent article, le personnel et en cause fera partie à part entière de l'administration de l'enregistrement et des domaines sera placé sous l'autorité du directeur de l'enregistrement et des domaines.

Même si la réforme proposée est de nature à rationaliser les procédures de travail internes, il est vrai que l'informatisation du service entraînera dans une première phase une charge supplémentaire de travail, étant donné qu'il faudra non seulement saisir sur support informatique l'extrait des entreprises

nouvellement créées (dont le nombre augmente de façon exponentielle), mais également et surtout le volume important des entreprises existantes (dont le nombre s'élève à environ 75.000 sans compter les commerçants personnes physiques). Afin d'éviter un goulot d'étranglement déjà au moment du démarrage du nouveau système, le Gouvernement envisage de recourir à du personnel de saisie externe pendant une période temporaire.

### *Article 3*

#### *Article 1er (2), point 5*

Cet article a pour objet d'ajouter la nouvelle fonction dont est investie l'administration de l'enregistrement et des domaines, à savoir la gestion du registre de commerce et des sociétés, aux compétences actuellement énumérées à la loi organique.

### *Article 4*

#### *Article 1er, alinéas 1 et 3*

Pour des raisons historiques, il existait jusqu'à présent un registre de commerce et des sociétés (ci-après „R.C.S.”) dans chaque arrondissement judiciaire. Le présent projet de loi propose de ne gérer à l'avenir qu'un seul R.C.S. Ceci aura notamment comme avantages que:

- une société ou un commerçant qui est inscrit, par exemple, dans l'un des arrondissements judiciaires ne sera plus obligé de s'inscrire au R.C.S. de l'autre arrondissement lorsqu'elle ou il voudra y ouvrir une succursale;
- les dossiers du R.C.S. sont immédiatement centralisés pour le Luxembourg, ce qui facilitera la participation du Grand-Duché au projet européen „European Business Register”.

Pour les utilisateurs, cette centralisation ne comportera cependant pas d'inconvénients car l'administration de l'enregistrement tiendra un guichet ouvert à Diekirch, de sorte que ceux-ci pourront, comme auparavant, y déposer des pièces et consulter, par voie informatique, les informations contenues dans l'extrait du R.C.S. Les dossiers seront regroupés dans les bureaux du registre de commerce et des sociétés à Luxembourg où ils pourront être consultés sur demande.

Les modalités d'accès au R.C.S., qu'il s'agisse de l'accès physique ou de l'accès informatique sont déterminées dans les dispositions d'exécution de la loi.

#### *Article 2, paragraphes (2) et (3)*

Les modifications en question constituent uniquement une actualisation du texte de loi. La première modification vise à redresser une erreur matérielle au paragraphe (2), la référence aux paragraphes (1) et (2) devant en fait être une référence aux alinéas 1 et 2. La deuxième vise à corriger une contradiction résultant de la loi du 26 avril 1987 ayant modifié la loi du 23 décembre 1909, à la suite de laquelle l'article 3 modifié de la loi du 23 décembre 1909 fait référence au registre de commerce alors que la loi du 26 avril précise dans son article II que toutes les références au registre de commerce dans des textes de loi sont remplacées par des références au registre de commerce et des sociétés.

#### *Article 3, alinéas 1 et 2*

Ces alinéas complètent les informations qu'un particulier ou une société commerciale doivent fournir lors de leur inscription auprès du R.C.S. Ils constituent la trame d'un formulaire unique qui servira de base aux inscriptions et modifications à effectuer au R.C.S. La configuration exacte de ce formulaire unique sera fixée dans les dispositions d'exécution de la loi.

Les particuliers devront indiquer leurs nom, prénoms et l'enseigne commerciale sous laquelle ils exercent leur commerce. Ils devront également indiquer l'adresse précise de l'établissement principal, où s'exerce l'activité commerciale, c.-à-d. la localité, la rue et le numéro de rue. Ceci vaut également pour le ou les établissements secondaires qu'ils géreront.

Finalement, les particuliers devront fournir des informations concernant leur état civil et produire l'autorisation d'établissement émise par le ministère des classes moyennes.

Les pièces présentées à l'appui de la réquisition d'immatriculation sont indiquées sur le formulaire unique susmentionné. A l'heure actuelle, la plupart de ces informations sont déjà demandées lors de l'inscription d'une personne physique au R.C.S., de sorte que le présent projet de loi ne constitue qu'une consolidation de la pratique actuelle.



En ce qui concerne les sociétés commerciales, le projet de loi exige également, outre l'indication de la dénomination sociale et de la forme juridique, l'indication de l'adresse précise, que ce soit pour le siège social de la société, l'établissement d'une succursale par une société luxembourgeoise ou étrangère ou tout simplement pour certains associés ou des personnes ayant le pouvoir d'engager la société. La même exigence vaut, le cas échéant, pour les commissaires aux comptes, les réviseurs d'entreprises ou les liquidateurs.

D'autre part, les personnes morales qui dirigent, surveillent ou liquident une société devront indiquer leur numéro d'immatriculation au R.C.S. S'il s'agit d'une personne morale étrangère, le numéro R.C. étranger devra être indiqué. Ces numéros permettront aux administrations qui auront l'autorisation d'utiliser ces clefs d'accès, d'identifier d'une manière sûre ceux qui ont le pouvoir de gestion et ceux qui ont le pouvoir de contrôle des comptes ainsi que ceux qui sont responsables pour la liquidation d'une société.

Ensuite, les sociétés commerciales doivent fournir des informations concernant leurs fondés de pouvoir ainsi que la date de leur constitution et la durée de la société.

Finalement toutes les sociétés commerciales ayant participé à une opération de fusion ou de scission doivent fournir un certain nombre d'informations permettant de retracer ces opérations.

Toute personne physique inscrite au R.C.S. que ce soit en tant que commerçant ou en tant que responsable d'une société commerciale, devra indiquer son numéro d'identité ou, à défaut, sa date de naissance. Ce numéro constitue le seul moyen efficace pour les autorités publiques de trouver rapidement et sûrement un commerçant parmi d'autres dont les noms peuvent être parfaitement identiques. La même remarque vaut, mutatis mutandis, pour les responsables d'une société commerciale. Le numéro d'identité sera cependant classé à part de sorte qu'il ne sera pas porté à la connaissance du public.

Pour éviter tout litige quant à la réception d'un courrier émanant de l'Etat, d'un établissement public ou d'une commune, une notification faite à l'adresse indiquée au R.C.S. est considérée comme valablement faite. Il est cependant entendu qu'il doit s'agir pour le moins d'une lettre recommandée.

En ce qui concerne le ministère des classes moyennes, l'administration de l'enregistrement et des domaines et le service central de la statistique et des études économiques, ils sont obligés d'informer le R.C.S. dès qu'ils auront accordé une autorisation d'établissement ou attribué un numéro d'immatriculation à la T.V.A. respectivement un code NACE. Ces informations sont utiles pour les tiers et elles ne comporteront pas de démarches administratives supplémentaires pour les entreprises. Les procédures d'échanges automatiques des données sont dans l'intérêt d'une meilleure cohérence et fiabilité des informations traitées par les services publics.

Il y a lieu de mentionner dernièrement le traitement différent au niveau de l'autorisation d'établissement entre les commerçants et les sociétés commerciales. En effet, la pratique actuelle exige que les commerçants obtiennent une autorisation d'établissement avant leur inscription au R.C.S. alors qu'on peut parfaitement créer une société commerciale et l'inscrire au R.C.S. avant d'introduire une demande en obtention d'une autorisation d'établissement si l'activité de la société en exige une. Comme les raisons pour ce faire peuvent être parfaitement légitimes (p. ex. création d'une société en vue du rassemblement de capitaux avant le commencement effectif des opérations commerciales) il est proposé de maintenir ce traitement différent.

#### *Article 4*

Du fait qu'il n'y aura plus qu'un seul R.C.S., les difficultés liées à l'inscription du principal établissement et de la succursale dans deux arrondissements judiciaires différents disparaîtront.

#### *Article 5, point 9) et article 7, point b)*

L'article 444-1 du Code de commerce prévoit que l'interdiction visée par ce même article et prononcée par le tribunal doit être mentionnée au registre de commerce et des sociétés. L'article 5, point 9) a donc uniquement pour objet de compléter la loi du 23 décembre 1909 en ce sens, avec, comme complément, la mise à jour de la loi.

#### *Article 6, nouvel alinéa 3*

Ce nouvel alinéa constitue la base légale contenant le principe d'une collaboration renforcée entre les chambres professionnelles et le R.C.S. en vue de la création à terme d'un véritable centre de formalités des entreprises, permettant d'automatiser les procédures qui doivent être respectées lors de la création d'une entreprise, de la modification de sa situation ou de la cessation de son activité.

D'autre part les chambres professionnelles auront dorénavant les moyens d'aider le préposé dans la tenue régulière du R.C.S. Une obligation en ce sens existe déjà pour les autorités judiciaires et administratives sur base de l'article 22 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 décembre 1909 concernant l'exécution de la loi sur le „registre de commerce et des sociétés“.

*Article 6, nouvel alinéa 4 et article 11*

Ces changements de terminologie sont rendus nécessaires du fait du transfert du R.C.S. de l'administration judiciaire à l'administration de l'enregistrement et des domaines.

*Article 15*

L'indication du numéro d'immatriculation au R.C.S. à l'entrée du magasin permettra d'identifier de manière rapide et certaine la personne physique ou morale qui exploite celui-ci.

*Article 16, alinéas 2 et 3*

Les alinéas 2 et 3 de cet article ont pour objet d'assurer le respect des obligations imposées par la loi du 23 décembre 1909 notamment en ce qui concerne le dépôt des réquisitions modificatives. En effet, pour fournir un extrait précis, complet et à jour, le R.C.S. est tributaire des informations fournies par les acteurs économiques. Cet article donne donc au directeur de l'enregistrement le pouvoir de sanctionner ceux qui ne remettent pas dans les délais légaux les réquisitions modificatives sur base desquelles se font ces mises à jour.

La procédure proposée est la même que celle suivie en matière de T.V.A., c.-à-d. les articles 77 (1) alinéa 1, 78 et 79 de la loi du 12 février 1979.

*Article 17*

Cet article a pour objet une mise à jour terminologique ainsi que d'ajouter les modalités et conditions d'accès au R.C.S. comme un des éléments qui seront réglés par les dispositions d'exécution de la loi.

*Article 5 et Article 7*

*Point 4) de l'article 76; point 4) de l'article 105; point 4) de l'article 187; point d) de l'article 9 (1)*

Comme le projet de loi propose de ne maintenir plus qu'un seul R.C.S., l'indication du siège du tribunal d'arrondissement dans le ressort territorial duquel l'entreprise a son siège social devient superflue.

*Articles 5, 6 et 7*

*Article 9, § 3, alinéa 1, article 9 § 3, alinéa 3; article 132; article 133; article 134; article 10; article 16, alinéa 3; le point d) de l'article 9 (1)*

Ces modifications sont nécessaires du fait du transfert du R.C.S. de l'administration judiciaire à l'administration de l'enregistrement.

*Article 9, § 2, article 135*

Comme le R.C.S. ne sera plus géré par le greffe d'un tribunal d'arrondissement les frais et droits y relatifs pourront être rassemblés sous le terme générique de frais administratifs.

*Article 9 § 3, alinéa 2*

Vu le nombre important de documents à publier au Mémorial C – Recueil des Sociétés et Associations il est proposé d'augmenter le délai de publication d'un mois à deux mois à partir de la date du dépôt au R.C.S.

*Articles 5 et 8*

*Article 160-4 et article 3*

Les modifications proposées sont également la conséquence de l'institution d'un seul R.C.S.

*Article 9*

Il est proposé de transférer les dossiers des associations agricoles tenus à ce jour auprès des communes où se trouve leur siège auprès du registre de commerce et des sociétés qui centralisera ainsi également ces informations.

*Article 10*

En raison du regroupement des deux registres de commerce et des sociétés de Diekirch et de Luxembourg, il est nécessaire que les sociétés et particuliers immatriculés auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Diekirch se voient attribuer un nouveau numéro d'immatriculation. En effet, la numérotation à Diekirch et à Luxembourg est parallèle, de sorte qu'il y a un risque que des sociétés ou des particuliers aient le même numéro après l'unification des deux registres. Pour permettre à ces sociétés et particuliers d'épuiser leur papier à lettre et leurs documents préimprimés, sur lesquels est mentionné leur numéro d'immatriculation, et de modifier leur affichage, elles sont autorisées à utiliser leur numéro d'immatriculation actuel pendant une période transitoire maximale d'un an. A la fin de cette période, ils devront utiliser impérativement leur nouveau numéro d'immatriculation.

Au cas où des sociétés ou particuliers utiliseraient avant la fin de la période transitoire leur nouveau numéro d'immatriculation, ce choix est irrévocable.

Le second paragraphe de cet article organise le transfert des dossiers tenus jusqu'à présent par les communes. Un délai de 6 mois devrait être suffisant pour permettre aux communes de transférer ces dossiers auprès du registre de commerce.

**TITRE II****De la centrale des bilans****Chapitre I – De l'obligation de tenir une comptabilité, de préparer des comptes annuels et de déposer ceux-ci***Article 11**Article 8 du code de commerce*

Cet article a pour objet de définir le champ des personnes à qui s'appliquera l'obligation de tenir une comptabilité suivant les règles du présent titre. Il s'agit d'une part, comme cela est déjà le cas actuellement des commerçants, personnes physiques, et des sociétés commerciales et d'autre part des personnes morales qui y sont expressément soumis par un règlement grand-ducal. Cette dernière catégorie pourrait viser entre autres certaines associations sans but lucratif qui sont soumises à un contrôle par une administration (par exemple les associations sans but lucratif déclarées d'utilité publique, les associations conventionnées par l'Etat, etc.).

*Article 9 du code de commerce*

Cet article reprend le principe fixé actuellement à l'article 8, alinéa 1 du code de commerce d'une comptabilité qui est fonction de l'importance de l'activité de l'entreprise. Le principe d'une comptabilité à partie double a été repris dans le nouvel article 11 du code de commerce.

*Article 10 du code de commerce*

Cet article fixe le principe d'une comptabilité complète. Toutefois, pour les personnes physiques ce principe se limite au champ de leur activité commerciale.

*Article 11 du code de commerce*

Cet article fixe le principe d'une comptabilité double qui se trouve actuellement fixé à l'article 8, alinéa 1 du code de commerce. Le 2<sup>e</sup> alinéa reprend le texte du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 8 actuel.

*Article 12 du code de commerce*

Cet article impose l'utilisation d'un plan comptable dont la teneur minimale est fixée par un règlement grand-ducal. La mise en place d'un plan comptable normalisé est la condition sine qua non pour le fonctionnement d'une centrale des bilans qui assure la conservation des comptes annuels et des documents comptables sous forme informatique. Le plan comptable utilisé par l'entreprise peut éventuellement être plus complet, c'est pourquoi il est important que le plan comptable de l'entreprise soit disponible en permanence au siège de l'entreprise, ce qui permet de garantir une comptabilité consistante.

*Article 13 du code de commerce*

Les entreprises énumérées au présent article (commerçants, personnes physiques, sociétés en nom collectif et sociétés en commandite simple) dont le chiffre d'affaires hors TVA est inférieur à

100.000 euros ne sont pas obligées de présenter leur comptabilité suivant un schéma respectant le plan comptable minimum normalisé. Le montant de 100.000 euros correspond approximativement au seuil en vigueur pour effectuer obligatoirement une déclaration TVA trimestrielle. Ces entreprises doivent cependant respecter les principes d'une comptabilité régulière présentée en partie double respectant les principes des articles 9 à 11.

Les établissements de crédits et les sociétés d'assurance disposent d'un schéma de comptes annuels particuliers de sorte que le plan comptable normalisé minimum tel qu'il est prévu dans cet article ne leur est pas adapté. Les sociétés de participations financières, qui sont définies par ailleurs à l'article 18 de la présente loi sont également dispensées de suivre le plan comptable normalisé alors qu'elles bénéficient d'un régime particulier en ce qui concerne l'établissement de leur bilan et de leur compte de profits et pertes.

#### *Article 14 du code de commerce*

Cet article reproduit mot à mot l'article 9 actuel du code de commerce.

#### *Article 15 du code de commerce*

Cet article reprend moyennant une légère adaptation les dispositions de l'article 10 actuel du code de commerce. Il est rappelé que l'inventaire dont il est fait mention au présent article est un inventaire „physique“ qui doit permettre de mettre en concordance les données réelles de l'entreprise avec les données comptables de celle-ci.

#### *Article 16 du code de commerce*

Cet article reprend les dispositions de l'article 11 du code de commerce dans la formulation telle qu'elle résulte du projet de loi relatif au commerce électronique.

#### *Articles 17 à 21 du code de commerce*

Les articles 17 à 21 reprennent sans modifications les articles 12 à 17 actuels du code de commerce.

## **Chapitre II – Des comptes annuels**

### *Section 1. – Dispositions générales*

#### *Article 12*

Cet article impose désormais à tous les commerçants de présenter leurs comptes annuels suivant un schéma prédéterminé. Les seules exceptions visent certains commerces de petite envergure pour lesquelles une telle charge administrative ne se justifie pas (commerçants, personnes physiques, ayant un chiffre d'affaires hors TVA inférieur à 100.000 euros et sociétés en nom collectif et sociétés en commandite simple ayant un chiffre d'affaires hors TVA inférieur à 100.000 euros) et les établissements de crédit et les sociétés d'assurance qui sont eux soumis à un schéma particulier défini dans les lois du 17 juin 1992<sup>1</sup> et du 8 décembre 1994<sup>2</sup>.

#### *Article 13*

Cet article reprend les dispositions de l'article 205 actuel de la loi du 10 août 1915 sous réserve de quelques légères adaptations rendues nécessaire par le déplacement du texte dans le cadre de la présente loi et l'extension du champ d'application de ses dispositions.

#### *Article 14*

Cet article a pour effet de permettre des dérogations individuelles pour autoriser certaines entreprises à se conformer à des normes internationales ou étrangères quant elles sont cotées sur des bourses étran-

---

1. loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit de droit luxembourgeois ... (Mémorial A 1992, p. 1184, A 1994, p. 702)

2. loi du 8 décembre 1994 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurance et de réassurance ... (Mémorial A 1994, p. 2782)

gères. Ces dérogations ne sont admissibles que dont la mesure où elles restent compatibles avec les dispositions des 4e et 7e directives quand il s'agit de sociétés auxquelles ces directives s'appliquent.

## *Section 2. – Dispositions générales concernant le bilan et le compte de profits et pertes*

### *Article 15*

Cet article reprend le texte de l'article 206 de la loi du 10 août 1915.

### *Article 16*

Cet article reprend le texte de l'article 207 de la loi du 10 août 1915. La dernière phrase du paragraphe (1) de cet article a cependant été supprimée car elle n'est pas compatible avec le principe d'un schéma fixe de bilan et de comptes de profits et pertes.

### *Article 17*

Cet article reprend l'article 208 actuel de la loi du 10 août 1915. Une légère modification a été apportée en ce que les mots „comptes annuels“ ont été remplacés au paragraphe (2) par les mots „le bilan et le compte de profits et pertes“, étant donné que ce type d'entreprises est soumis à l'obligation d'établir également une annexe. Or, l'utilisation des mots „comptes annuels“ pourraient laisser supposer que la dérogation peut également porter sur l'annexe qui est un des éléments des comptes annuels ainsi qu'il est précisé à l'article 205 (1) actuel de la loi du 10 août 1915.

Une telle modification n'est toutefois pas nécessaire pour sociétés d'investissement énumérées au paragraphe (1) qui ne doivent pas établir une annexe en conformité avec l'article 248 actuel de la loi du 10 août 1915 mais doivent cependant en application de l'article 86 (2) de la loi du 30 mars 1988 donner dans leur rapport annuel toute information significative permettant aux investisseurs de porter, en connaissance de cause, un jugement sur l'évolution de l'activité et les résultats de l'organisme de placement collectif.

### *Article 18*

Le même commentaire que celui fait à l'article 7 ci-avant prévaut pour les sociétés de participations financières. Pour ces dernières le problème est peut-être encore plus accru alors que le règlement grand-ducal du 29 juin 1984 déterminant le schéma, selon lequel les sociétés de participation financières doivent établir leurs comptes annuels prévoyant le schéma applicable aux sociétés de participations omet de faire référence à l'annexe, de sorte que l'on pourrait penser que les sociétés de participation financière sont dispensées d'établir une annexe.

### *Article 19*

Cet article reprend l'article 210 actuel de la loi du 10 août 1915.

### *Article 20*

Cet article reprend l'article 211 actuel de la loi du 10 août 1915.

## *Section 3. – Structure du bilan*

Cette section reprend les articles de sous-section 3 de la section XIII de la loi du 10 août 1915 si ce n'est que le schéma du bilan est limité désormais pour les raisons exposées dans l'exposé des motifs à un seul modèle, celui de l'article 213 actuel de la loi du 10 août 1915 qui est d'ailleurs celui qui est le plus couramment utilisé actuellement, et que les seuils de l'article 22 ont été reformulés en euros sur base des seuils fixés à l'article 11 de la quatrième directive 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de société.

## *Section 4. – Dispositions particulières à certains postes du bilan*

Cette section reprend les dispositions de la sous-section 4 de la section XIII de la loi du 10 août 1915 sous réserve des modifications requises suite au déplacement de ces dispositions et de l'extension du champ d'application de ces dispositions.

### *Section 5. – Structure du compte de profits et pertes*

Cette section reprend les articles de sous-section 5 de la section XIII de la loi du 10 août 1915 si ce n'est que le schéma du compte de profits et pertes est limité désormais pour les raisons exposées dans l'exposé des motifs à un seul modèle, celui de l'article 228 actuel de la loi du 10 août 1915 qui est d'ailleurs celui qui est le plus couramment utilisé actuellement et que les seuils de l'article 34 ont été reformulés en euros sur base des seuils fixés à l'article 27 de la quatrième directive 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de société.

### *Section 6. – Dispositions particulières à certains postes du compte de profits et pertes*

Cette section reprend les dispositions de la sous-section 6 de la section XIII de la loi du 10 août 1915 sous réserve des modifications requises suite au déplacement de ces dispositions et de l'extension du champ d'application de ces dispositions.

### *Section 7. – Règles d'évaluation*

Cette section reprend les dispositions de la sous-section 7 de la section XIII de la loi du 10 août 1915 sous réserve des modifications requises suite au déplacement de ces dispositions et de l'extension du champ d'application de ces dispositions.

### *Section 8. – Contenu de l'annexe*

Cette section reprend les dispositions de la sous-section 8 de la section XII de la loi du 10 août 1915 sous réserve des modifications requises suite au déplacement de ces dispositions et de l'extension du champ d'application de ces dispositions.

## **Chapitre III – De la Commission des Normes Comptables**

### *Article 55*

La commission est instituée au sein du ministère de la justice qui jusqu'à présent était compétent en matière de comptabilité en raison du rattachement de la matière au droit des sociétés.

## **Chapitre IV – Du dépôt et de la publicité des comptes annuels**

### *Article 57*

Le dépôt portera sur les comptes annuels et la balance des comptes repris au plan comptable national harmonisé. Le dépôt s'effectuera auprès du registre de commerce pour éviter à l'administré, lorsqu'il s'agit d'une société, de devoir se rendre dans deux endroits différents en ce qui concerne les formalités de dépôts. Dans la mesure où toutes les données déposées seront saisies sur support informatique il convient de déterminer sur quels supports et dans quelle forme le dépôt doit être effectué pour pouvoir être facilement saisi sous forme informatique. Dans tous les cas, il restera possible d'effectuer un dépôt sous forme de documents papiers.

Le règlement d'application déterminera également dans quelles conditions des contrôles arithmétiques et logiques peuvent être effectués. Il ne s'agit pas là de contrôler les comptes quant au fond, mais uniquement de vérifier que les totaux des différentes rubriques ont été effectués correctement.

Le dépôt doit intervenir au plus tard dans les sept mois après la clôture de l'exercice.

### *Article 58*

La nouvelle fonction de centrale des bilans est dévolu au STATEC qui dispose d'une compétence horizontale touchant l'ensemble de l'économie nationale et qui est l'un des destinataires des informations ainsi collectées. Le STATEC devra se voir accorder les moyens nécessaires pour assumer cette nouvelle fonction.

Il est à relever que le rôle du STATEC est transparent dans le cadre de la procédure de dépôt puisque le dépôt est effectué auprès du registre de commerce.

*Article 59*

Les comptes annuels des entreprises qui étaient jusqu'à présent visées dans la loi du 10 août 1915 continueront à être publics. Il en est de même pour ceux des établissements de crédit et des sociétés d'assurance. Cela signifie que les comptes annuels des autres entreprises et que les données comptables non incluses dans les comptes annuels ne seront pas publics. Le STATEC assurera la diffusion au public des informations publiques sur des supports modernes: CD-ROM, internet, etc.

*Article 60*

En simplifiant les obligations administratives des entreprises (dont notamment les PME) dorénavant soumises à un plan comptable généralisé, la présente disposition énonce un des principes-clés de la présente réforme. En effet, il est proposé que toute administration de l'Etat qui, dans le cadre de l'exercice de ses attributions légales, demande la communication des comptes annuels et de détails figurant dans la balance des comptes repris au plan comptable national harmonisé, doit obligatoirement se référer au STATEC, si le dépôt de ces documents a déjà été correctement effectué par l'entreprise. Ainsi, à partir du moment où l'entreprise s'est acquittée de son obligation de dépôt des documents en vertu des dispositions de la présente loi, une nouvelle demande de communication (manuelle ou électronique) des mêmes documents ne peut plus lui être opposée par l'administration.

Il résulte de ce qui précède:

- que l'administration publique garde tous ses moyens permettant de requérir la communication des comptes annuels, si ceux-ci n'ont pas été déposés correctement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés au jour de la demande de l'administration;
- qu'elle reste également en droit de demander la transmission de toute autre information non visée expressément au présent article (p. ex. en vue de l'établissement du bilan fiscal de l'entreprise).

*Article 61*

Cet article reprend la formulation de l'article 252 actuel de la loi du 10 août 1915 sous réserve d'adaptations mineures requises par le déplacement de ces dispositions.

*Article 62*

Cet article reprend la formulation de l'article 253 actuel de la loi du 10 août 1915.

*Article 63*

Cet article reprend la formulation de l'article 254 actuel de la loi du 10 août 1915 sous réserve d'adaptations mineures requises par le déplacement de ces dispositions.

*Article 64*

Cet article reprend la formulation de l'article 255 actuel de la loi du 10 août 1915.

*Article 65*

Cet article reprend la formulation de l'article 255-1 actuel de la loi du 10 août 1915.

## **Chapitre V – Dispositions diverses, dispositions transitoires et abrogatoires**

*Article 66*

Une disposition pénale a été introduite pour garantir l'efficacité des dispositions de la présente loi. La Belgique a procédé à une démarche similaire en insérant une disposition pénale dans la loi belge du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels.

*Articles 67 à 71*

Les modifications suivantes ont uniquement pour objet de corriger les renvois faits à certaines dispositions du code de commerce dont la numérotation a été modifiée par le présent projet de loi.

*Article 72*

En raison des changements importants qu'implique le présent projet de loi pour les entreprises qui n'étaient pas à ce jour obligées d'établir des comptes annuels sur base d'un schéma fixé par la loi un délai

supplémentaire est accordé à ces entreprises. Il est bien entendu possible à celle-ci de se conformer plus tôt aux dispositions de la présente loi ce qui serait à leur avantage dans le cadre de leurs relations avec certaines administrations qui devraient alors puiser prioritairement leurs informations à partir des données détenues par le STATEC.

### TITRE III

#### De l'autorisation d'établissement

##### Article 73

##### Article 2, nouvel alinéa 2

En proposant une plus grande précision des dispositions du droit d'établissement relatives aux conditions de délivrance et modalités de retrait d'une autorisation de commerce, le Gouvernement entend réserver une suite concrète à certaines propositions ciblées émises au „Rapport sur la fraude fiscale au Luxembourg” (Chapitre 5.1.5 Problème des faillites frauduleuses, pp. 95 à 100) par l'honorable député J. Krecké, à savoir:

*„Dans ce contexte, un premier point qui devrait être sujet à révision sont les conditions de délivrance des autorisations de commerce. Actuellement, avant la remise de l'autorisation à une société de capitaux, les pouvoirs publics ne vérifient que sommairement si les administrateurs ou associés sont impliqués dans des cas de faillites successives, si des hommes de paille figurent comme associés ou, encore, s'il s'agit d'une société écran. Rappelons qu'en Grèce et aux Pays-Bas, les associés et les gérants sont tenus de régler les dettes fiscales des sociétés, même en cas de faillite.”*

Des considérations analogues ont également été mises en avant par le Conseil économique et social à la page 46 de son rapport sur „L'évolution économique, financière et sociale du pays – Année 1999”:

*„Si la faillite ne doit pas être considérée comme une tare, il faut en même temps combattre la tendance qui consiste à faire de la faillite un mode de gestion en vue d'un enrichissement rapide ou de se décharger de sa responsabilité et ce au détriment des fournisseurs, des collaborateurs et de la communauté. Ainsi, il faut empêcher que des patrons ayant géré leur entreprise d'une façon douteuse puissent se retrouver le lendemain de la faillite dans une nouvelle entreprise avec la possibilité et l'intention de recommencer leur jeu.”*

Par analogie aux dispositions réglementaires afférentes concernant le régime des marchés publics de travaux et de fournitures et, le cas échéant, d'après des critères de gestion interne arrêtés entre les trois autorités et le ministre des classes moyennes, le nouvel alinéa 2 de l'article 2 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 vise à garantir au ministre des informations supplémentaires dans le cadre de l'instruction administrative relative à l'émission éventuelle d'une nouvelle autorisation d'établissement, lui permettant de constater si le demandeur (respectivement le dirigeant, s'il s'agit d'une personne morale) ou une société dont il occupe ou a occupé une fonction dirigeante pendant les trois ans précédant la demande, a respecté ses obligations à l'égard de l'Administration des Contributions Directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et du Centre commun de la Sécurité sociale. L'exactitude des informations déclarées par le demandeur peut, si nécessaire, être vérifiée par les autorités fiscales et de la sécurité sociale visées au présent article, moyennant consultation du R.C.S. informatisé.

##### Article 2, alinéa 4 actuel (nouvel alinéa 5)

Toujours dans le même objectif de prévention des faillites frauduleuses, le nouveau libellé de l'alinéa 4 actuel (nouvel alinéa 5) de la loi modifiée du 28 décembre 1998 tend à compléter les dispositions actuelles relatives au refus ou à la révocation de l'autorisation par le ministre des classes moyennes, en précisant les moyens d'intervention des administrations fiscales et du Centre commun de la Sécurité sociale à ce sujet, et ceci sans préjudice du droit du ministre des classes moyennes de s'enquérir, si nécessaire, au sujet du respect des obligations fiscales et de sécurité sociale par un détenteur d'une autorisation d'établissement auprès des autorités compétentes.